

Subject files Regarding Political and Security Matters
POLITICAL AND SECURITY MATTERS
C/POL/110 - Congo Government - Miscellaneous Political Parties
(Includes Letters of a Political Nature from Individuals)

18/08/1961 - 17/08/1963

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES 5.0735

BOX 6

FILE 11

ACC. DAG 13/1.6.1-0

DECLASSIFIED

m^{es} chers compatriotes,

G-1708

27 NOV. 1962
e Pre 110
27-11-62

De nombreuses fois, depuis l'accession de notre grand congo à l'indépendance, et à la souveraineté nationale, je me suis adressé à vous, pour vous annoncer des décisions graves et importantes concernant notre peuple, et pour vous faire part de la ligne de conduite qui était la mienne et celle du gouvernement en vue de résoudre nos problèmes les plus déchirants.

L'instabilité dans laquelle vit le pays a été créée il y a plus de deux ans par la sécession de nos régions du sud-katanga. L'acte de sécession conçu et entretenu par des intérêts financiers étrangers a profondément touché la vie de la nation et continue jusqu'à présent - comme une épine dans le dos - à empêcher notre beau et grand congo de marcher vers l'avenir meilleur qui lui est destiné.

tandis que les peuples frères d'Afrique autour de nous, ayant tout récemment seulement ou en même temps que nous recouvré leur dignité, peuvent consacrer tous leurs efforts à leur développement économique, social et politique, nous devons constater à regret que nos meilleures valeurs humaines ont été sacrifiées dans le passé et le sont encore aujourd'hui à des disputes et à des luttes fratricides, décimant la nation et l'empêchant de se donner toute entière à ce renouveau tant souhaité par nous tous.

pendant ces vingt-huit mois de crise, j'avais toujours préconisé des moyens pacifiques pour assurer le retour de nos frères du sud-katanga au sein de la grande famille congolaise. j'ai toujours été guide par un esprit de non-violence et par la foi inébranlable que nos problèmes internes pouvaient être réglés sans recourir à l'emploi des armes.

Le gouvernement central disposait toujours et dispose aujourd'hui encore des moyens lui permettant de se procurer des armes automatiques, des blindés,

70+3

034, 0

03 3-03 218,34'8/

3

de l'artillerie, voire même des avions de combat, pour organiser et munir l'armée nationale et notre force aérienne d'un armement ultra-moderne. nous aurions pu et nous pourrions dans l'avenir envahir la province du sud-katanga pour y mettre fin à l'influence nefaste persistante du colonialisme. si nous ne l'avons pas fait, et nous sommes convaincus que toute la nation approuve notre attitude, c'est parce que justement nous avons cherché d'éviter la perte inutile de vies humaines de nos frères vivant en cette région du congo et d'écarter ainsi la possibilité d'une effusion du sang congolais. notre sang a déjà assez coulé au profit des intérêts étrangers. des nouveaux sacrifices de ce genre ne pouvaient être utiles qu'à ces mêmes intérêts.

Malheureusement ce principe de non-violence n'a pas trouve d'echo parmi ceux qui exercent le pouvoir a elisabethville. Utilisant les fonds de l'etat congolais et ceux qui leur etaient fournis par les societes et personnes etrangeres, ils ont achete des avions de combat, dont des avions a reaction, et une serie d'autres armes offensives. ils ont accepte l'aide d'innombrables mercenaires etrangers qui, pour une solde reguliere, etaient prêts a massacrer nos populations.

Nous regrettons profondement l'egarement de certains de nos freres du sud-katanga. nous les considerons toujours comme congolais et nous esperons qu'ils entendront notre appel pour le retour au bercail.

ni le gouvernement, ni moi-meme ne gardons de haine contre personne. les portes sont ouvertes pour tous ceux qui reviennent. et dans l'esprit qui etait le notre lors de la reunion du parlement a lovanium en juillet-aout 1961, ~~lors de la seance~~ lorsque les hostilites et les divergences les plus graves ont pu etre surmontees et enterrees, je renouvelle solennellement l'offre que j'avais faite a cette occasion, et proclame qu'une amnistie generale et complete sera accordee a tous ceux qui rejoignent notre patrie, ce grand congo, quels que fussent les delits politiques dont ils pouvaient se rendre coupables. nous souhaitons qu'ils reviennent sans exception, ~~afin que tous sans exception~~ sans exception, et nous les attendons les bras ouverts, la paix dans nos coeurs, afin que toutes les valeurs de la nation puissent travailler ensemble, la main dans la main, pour construire le pays comme la nation l'entend, :comme les membres de notre grande famille le desirent, dans l'entente et la prosperite.

vive le congo.

bien lire c

5e paragraphe :

des armes automatiques, des blindes, de l'artillerien, voire meme

.....

l'utilisant pour couvrir des activités criminelles. C'est pourquoi, nous, les vrais nationalistes congolais, éprouvons le besoin de définir avant tout dans ce préambule, le vrai sens et la noblesse du nationalisme.

Qu'est ce que le Nationalisme ?

Le nationalisme est tout d'abord une conception du monde, un principe d'action politique et une prédisposition affective vis à vis de notre pays.

En tant que conception du monde, le nationalisme place les intérêts de la nation, du Congo et de l'Afrique avant tout; le nationaliste prend d'abord conscience qu'il est Congolais, ensuite Africain et enfin, citoyen du monde. En d'autres termes, le nationaliste se pénètre de son devoir de lutter pour le plus grand bien du Congo, d'un Congo indissolublement lié à l'Afrique, subissant ses influences et pouvant influencer l'évolution de ce continent.

En tant que principe d'action politique, le nationalisme enseigne que la vie est une lutte continuelle contre les forces nocives agissant de par le monde. En souscrivant au nationalisme, nous nous engageons à lutter continuellement, sans relâche, toute notre vie, jusqu'à ce que soit annihilées les forces et les influences qui menacent et le Congo et l'Afrique.

En tant que ~~nationalisme~~ ^{à nationalisme}, prédisposition affective, est un état de vigilance constante qui nous rend sensibles tant aux atteintes à notre dignité d'homme africain qu'à celle de notre souveraineté nationale.

Programme **§ 1 Nationalisme et citoyenneté.**

D'abord vendus et exportés comme marchandises par des négriers puis réduits, sur notre propre sol, à l'état de colonisés et à cause de la crise qui s'est abattue sur notre pays depuis l'indépendance et qui se prolonge jusqu'à nos jours, le citoyen congolais s'est vu involontairement relegué au rang de semi-hommes, d'hommes pas vraiment hommes, créés pour assouvir les ambitions des néo-colonialistes et pour servir d'intermédiaires à toute sorte de combinaisons dégradantes. Devant cette situation, le nationalisme affirme sa détermination de lutter pour la dignité du congolais tant sur le plan national qu'international, et, par voie de conséquence, il condamne :

- les plaies sociales qui ont favorisé cette déchéance, entre autre le racisme le tribalisme, le fédéralisme ethnique, l'emploi de mercenaires blancs pour tuer les nationaux noirs, les ambitions immodérées et injustifiables de ceux qui sacrifient les intérêts du Congo aux leurs.

- l'avilissement et l'exploitation de la femme,

- l'exploitation de l'homme par l'homme

- l'exploitation de la terre par l'homme

- la misère qui supprime la liberté et amoindrit la dignité humaine.
- l'analphabétisme et l'ignorance aveugle dans laquelle nos paysans groupés sent.

Le nationalisme proclame :

- l'égalité absolue de tous les congolais sans distinction aucune de tribu, de sexe, de langue, de religion.
- le droit du Congolais à la vie, à une vie décente et humaine.
- les droits du Congolais à la liberté véritable, à la libre disposition de sa personne et de ses biens, à la liberté de pensée, de culte, d'expression, à la liberté de résidence, de circulation sur l'étendue de la République.
- le droit à la sécurité de sa personne et de ses biens.
- le droit à la liberté d'association pour autant qu'elle ne porte pas atteinte à l'unité et à l'intégrité du Congo.
- le droit au travail et le devoir pour chaque citoyen de subvenir à ses besoins.
- le droit à l'instruction et à la promotion morale, intellectuelle et culturelle.
- le droit de l'ouvrier à jouir du fruit de son travail.
- le droit des parents d'éduquer dans les meilleures conditions leurs enfants
- le droit de la femme à l'égalité civile, sociale et politique .
- le droit des vieillards à une vie assurée et humaine.
- le droit des malades aux meilleurs soins possibles.
- le droit de tous les citoyens à la pleine dignité humaine.
- le droit de l'ouvrier de s'opposer par des moyens légaux à l'oppression et à l'exploitation.
- et enfin, le nationalisme proclame la fraternité totale de tous les Congolais et l'hospitalité cordiale à tous ceux qui vivent dans ce pays.

La République § 2 Nationalisme et Congo

Le Congo nationaliste souffre actuellement d'une crise dont il n'est pas responsable. Ses rouages administratifs, son économie, son prestige et toute sa vie même est réduite au strict minimum. Des querelles tribales tirées du passé et soutenues par des influences étrangères nocives, ont resurgi et compromettent tout notre avenir. Le tribalisme le plus odieux prétend même régler notre vie nationale, menaçant par là, l'unité et l'intégrité de notre patrie.

Nous nationalistes, conscients de notre dignité nationale, condamnons :

- le racisme de ceux qui prétendent nous être supérieurs et s'arrogent le droit de nous recoloniser.
- le tribalisme au service des ambitions personnelles criminelles.

1960

uniquement

1960

- les injustices et les brimades dont nos frères sont l'objet lorsqu'ils résident dans une région ethniquement étrangère.
- les migrations forcées de nos frères, abandonnant leurs biens péniblement acquis devant la montée du tribalisme agressif.
- l'insécurité due aux guerres tribales qui empêchent nos frères de l'intérieur de cultiver leurs champs.

Le nationalisme condamne de même :

- les famines et les épidémies dont souffre notre peuple, suite au cloisonnement tribal.
- le fédéralisme ethnique qui consacre le triomphe du tribalisme.
- la balkanisation du Congo servant à assouvir les appétits insatiables des néo-colonialistes.
- la sécession au service des racistes sud-africains.
- les agissements de certains étrangers qui soutiennent cette sécession.
- et enfin, toute politique d'aliénation de la souveraineté nationale au profit de quelques puissances étrangères.

Soucieux de l'intérêt supérieur de la nation et de la paix constructive en Afrique, le nationalisme proclame :

- son attachement indéfectible à l'unité nationale et à la grandeur du Congo. Seul un Congo uni est à même de remplir ses devoirs envers notre peuple et l'Afrique.
- l'intégrité et l'indivisibilité du Congo (sa balkanisation et la sécession sont pour nous des attentats ignobles à la vie même de notre pays).
- le droit de notre peuple à l'autodétermination c'est-à-dire le droit de se donner par lui-même ses structures et les constitutions qu'il juge compatibles avec ses intérêts présents et futurs.
- le droit du peuple à s'opposer énergiquement à toute invasion étrangère, incompatible avec les intérêts du pays.
- et enfin, le nationalisme le droit du peuple à être consulté et informé chaque fois que son sort est en jeu, chaque fois qu'il est question de prendre des engagements importants en son nom pour l'avenir.

§ 4 Le nationalisme et l'Afrique.

De par sa situation géographique le Congo est un pays africain, son sort est donc indissolublement lié à celui de l'Afrique.

Aussi le nationalisme Congolais proclame sa détermination à lutter pour l'indépendance totale de l'Afrique, son soutien fraternel et inconditionnel à ceux qui luttent pour leur indépendance et pour nos frères qui souffrent du racisme et

et pour nos frères qui souffrent du racisme et de l'appartenance.

Le nationalisme proclame de même son attachement à l'unité culturelle, économique et politique de l'Afrique. Cette unité sera réalisée par une lutte commune contre les fléaux naturels, contre le néo-colonialisme agressif, pour la promotion d'une éducation africaine, de la recherche scientifique et de nos intérêts économiques et enfin par une politique de défense commune.

§ 5 Le Nationalisme et la politique internationale.

Depuis la seconde guerre mondiale, le monde est divisé en deux blocs antagonistes, d'une part le bloc occidental et de l'autre le monde communiste. Cet antagonisme a créé un climat de tension internationale, communément appelé guerre froide. Les pays Africains et Asiatiques, conscients du danger que court leur souveraineté nationale dans cette lutte pour la suprématie mondiale et de la menace de guerre généralisée pouvant conduire à l'annihilation de leurs peuples insuffisamment protégés, ont affirmé leur désir de pratiquer une politique dite de neutralisme positif, c'est-à-dire, une politique d'indépendance vis à vis de deux blocs; une politique de coopération avec n'importe quel pays pour autant que la souveraineté nationale ne menacée et une politique de médiation en vue de sauvegarder la paix mondiale.

Nous nationalistes Congolais proclamons à la face du monde notre attachement indéfectible à la neutralité positive ainsi définie et notre détermination de lutte contre toute ingérence des blocs dans les affaires internes de notre pays.

§ 6 Le Nationalisme et l'économie nationale.

Notre pays est un pays sous-développé, un pays dont l'économie est déficiente? dont le social n'est pas entièrement adapté aux exigences de la vie moderne. Notre sous-développement est essentiellement dû à l'insuffisance d'une infrastructure économique suffisante c'est-à-dire manque d'usines extraction et de transformation, de manque de moyens de transports convenables et économiques, de circuits économiques et d'un marché interne suffisamment développé. Il est aussi dû à des habitudes de vie héritées du passé tribal, incompatibles avec l'organisation de la société actuelle et de l'insuffisance des cadres techniques assez nombreux pour répondre aux besoins d'un développement économique souhaitable. C'est pourquoi le nationalisme Congolais appliquera toute son énergie à la transformation de la vie sociale, à l'augmentation et à la consolidation de l'infrastructure économique du pays.

Aussi notre programme sera principalement axé sur le relèvement de l'économie nationale par la stimulation, entre autre, des industries et de l'agriculture, par la création de nouveaux emplois, l'entreprise de grands travaux d'infrastructure, l'implantation des industries de transformation, la création de nouveaux circuits économiques, l'encouragement du paysannat, de l'artisanat et en règle générale, de toutes les professions pouvant contribuer au relèvement de notre économie nationale.

Ces grands travaux nécessitent, d'une part, des mesures sociales visant à adapter la communauté nationale aux exigences de la vie moderne et, d'autre part, la mise en marche des moyens économiques et financiers assez importants.

§ 7 Les moyens économiques et financiers du développement.

Nous comptons réaliser notre plan notamment en recourant à des investissements tant étrangers que nationaux. Nous ferons appel aux capitaux privés, auxquels nous garantissons la sécurité et l'exportation d'un juste bénéfice. Nous ferons également appel aux emprunts auprès des gouvernements étrangers ou des organismes internationaux spécialisés, de même que nous accepterons une aide efficace de la part des pays animés du désir sincère de contribuer au relèvement du Congo. Les capitaux et l'aide de l'Etranger seront les bienvenus, à condition, toutefois, qu'ils n'empiètent pas sur la souveraineté nationale. Nous garantissons de même la reprise et la liquidation dans les meilleurs délais, des emprunts contractés par le Congo ainsi que la dette publique.

En ce qui concerne les investissements nationaux, un effort sera demandé aux établissements installés au Congo afin qu'ils pratiquent une politique d'auto-financement. Il sera créé un système d'épargne forcé de tout revenu de personnes physiques ou morales, ce qui permettra aux citoyens de participer financièrement à l'œuvre de l'édification nationale. Ces investissements, garantis par le gouvernement, jouiront, dans les premières années, des facilités de taxe ou autres que nous déterminerons ultérieurement.

Parallèlement à ces efforts et pour encourager les investissements, nous prendrons, sur le plan financier, des mesures strictes visant à stabiliser notre monnaie, assurer la couverture or, augmenter les réserves de change notamment en encourageant les exportations et en surveillant adéquatement les importations. Nous prendrons également des mesures rationnelles en vue d'une utilisation optimale des ressources financières ainsi obtenues. Celles-ci permettront la création de nouvelles industries, surtout les industries de transformation, par une coopération encourageant les investisseurs nationaux, publics ou étrangers sur la base de la formule "moitié-moitié" (fifty - fifty).

Un organisme chargé de compenser la variation des mondiaux des produits agricoles par une stabilisation forfaitaire des prix à l'intérieur du pays, sera créé. Il s'occupera notamment d'encourager, par une politique adéquate des prix la production, l'écoulement par la voie nationale et l'exportation des produits agricoles.

Nous veillerons, en même temps scrupuleusement, à la rentrée des impôts, taxes et autres recettes de l'Etat, au contrôle budgétaire strict, à la compression maximum des dépenses de l'Etat, à la repression impitoyable des abus et détournements, à l'équilibre budgétaire, à l'assainissement de la fonction publique et son adaptation aux possibilités du pays.

§ 8 L'Economie rurale.

L'Agriculture étant l'activité qui occupe plus de 80 % de la population congolaise, sera dominante de notre préoccupation. Nous nous emploierons à remettre en marche la production des produits dits industriels d'exportation (coton, café, thé, pyrèthre, huile de palme, tabac, fruits divers, quinquina et autres produits exportables,) et des produits alimentaires de base tels que maïs, riz, manioc, patate douce, pomme de terre. Et pour ce faire, nous encouragerons la création et le développement des coopératives agricoles de production et de consommation ainsi que la reprise et l'exploitation par ces coopératives, moyennant une juste compensation des propriétés agricoles abandonnées qui ne seraient pas encore récupérées par leurs anciens propriétaires.

Nous encouragerons l'élevage rationnel du grand et du bétail (chèvres, moutons, porcs, lapins, etc...) le développement de l'élevage de la volaille et enfin, une extension rapide de la pisciculture, dans le but de permettre à la population rurale de disposer de sources de protéines.

Moyens de communication.

Le système de moyens de transport sera remis en état dans le plus bref délai afin de faciliter la libre circulation des biens et le ravitaillement de la population. Un chemin de fer Léopoldville-Fikwit-Luluabourg sera conçu et construit dès que possible. Un autre reliant Stanleyville aux Uéléés et se prolongeant d'Aketi vers Bumba sera également mise en chantier. Ceci faciliterait la mise en exploitation des régions riches en potentialités, mais difficilement abordables par route et le transport des produits aux moindres frais par la voie nationale,

§ 9 L'Assistance sanitaire.

Etant donné que le Congo est très vaste, qu'il dispose de très peu de médecins et que le ravitaillement en produits pharmaceutiques est assez difficile, nous pen-

nous pensons devoir rationaliser au maximum le service sanitaire. Devront être créés des centres médicaux de base, dotés d'un hôpital et d'un service aérien de visites médicales dans les postes éloignés. Par ce système de médecine volante nous pensons pouvoir atteindre tous les postes du Congo, malgré l'insuffisance du nombre des médecins actuellement dans pays.

Des dispositions seront prises pour prévenir les maladies épidémiques, d'autres seront prises contre l'extension de certaines autres, notamment, par la coopération avec les pays limitrophes et par une éducation populaire constante et persévérante.

Une politique contre la maladie du sommeil, le paludisme, la vermineuse, la lèpre, la tuberculose, le typhus, la variole et en règle générale, contre toutes les maladies responsables de la mortalité actuelle, devra être élaborée et appliquée.

Nous luyverons contre la mortalité infantine notamment en rendant obligatoires les visites post-natales et les visites médicales annuelles d'écoliers.

Dans le cadre de cette politique de la santé publique, nous mettrons au point un programme de constructions rapides de maisons économiques devant assurer aux populations rurales et citadines une vie décente et humaine. Des normes d'urbanismes seront édictées afin d'éviter les taudis et autres laideurs qui défigurent l'aspect de notre pays et annihilent la dignité nationale.

§ 10 Enseignement.

Nous pensons que tout développement économique sérieux exige un effort conséquent tendant à la formation des cadres nécessaires, au lieu de l'anarchie et de l'improvisation actuelles. Aussi pensons-nous créer des complexes scolaires importants, groupant plusieurs écoles et instituts différents (collèges, écoles secondaires orientées, écoles techniques supérieures, graduats, écoles sociales et régionales, etc...) et permettant en plus de l'unification de notre jeunesse ainsi détribalisée, la meilleure utilisation des moyens tant en professeurs qu'en finances.

Dans ces complexes scolaires, un esprit nationaliste, anti-tribale et anti-sécessionniste sera largement diffusé. Des sessions seront organisées afin de permettre à la jeunesse, par des stages bien adaptés, d'accéder aux sommets de la science et de la technique.

§ 11 Développement social.

Avant de terminer, nous aimerions parler des populations citadines.

Nous devons créer, dans les plus brefs délais, des nouveaux emplois en installant des nouvelles usines grâce à une coopération entre le Gouvernement et les

les investisseurs et surtout grâce à un plan de développement scientifiquement établi. Nous tendrons ainsi à répondre aux exigences dues au travail des citoyens. Notre souci permanent sera d'assurer la stabilité de l'emploi, d'encourager les travailleurs indépendants par l'octroi des crédits d'investissement, de promouvoir des coopératives de production et de consommation, de créer des chantiers d'apprentissage. Nous pensons ainsi, pouvoir orienter la jeunesse vers des activités profitables au développement du Congo et mettre la nation à l'abri du parasitisme social.

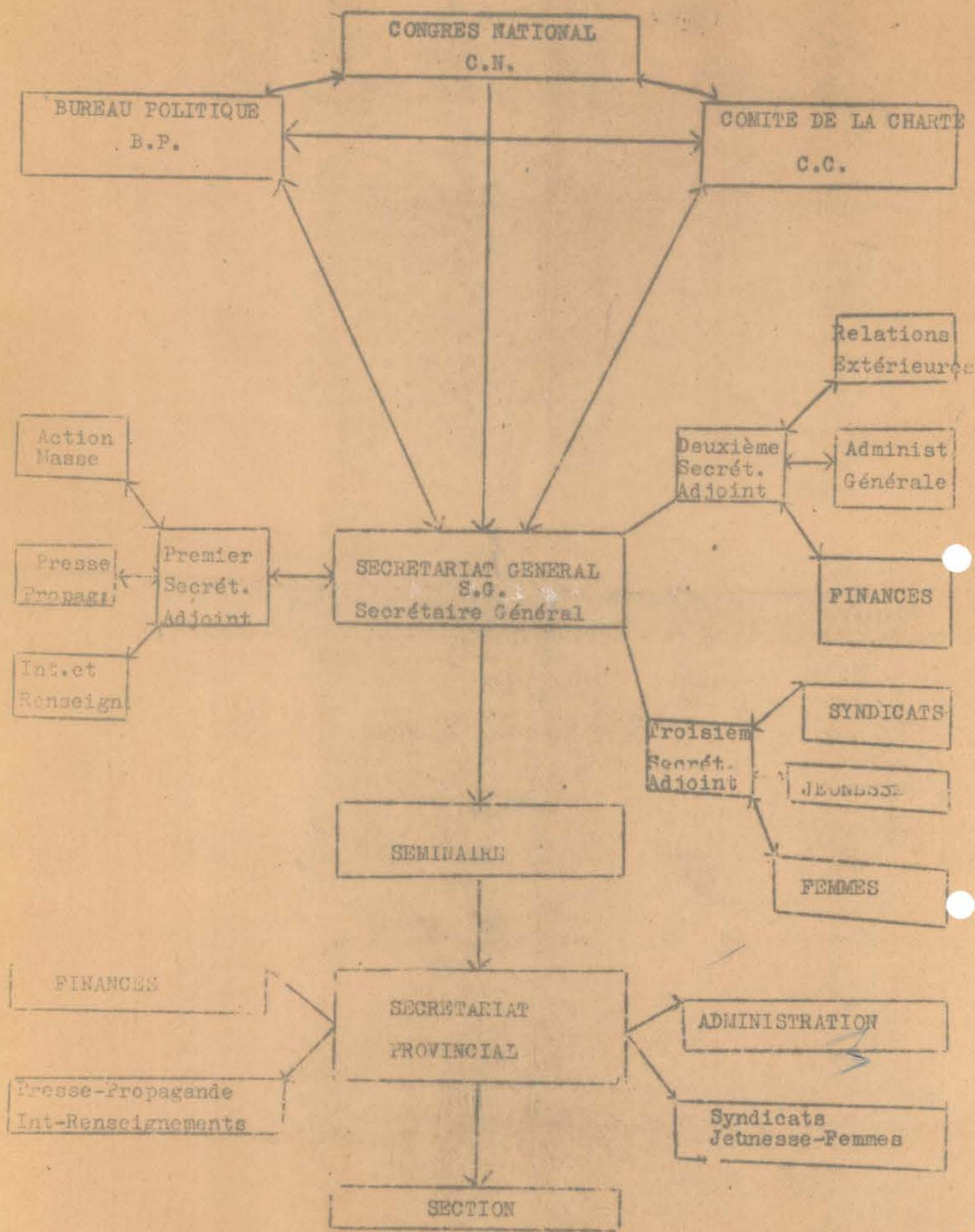
Nous éditerons un code des lois congolais réglementant notamment l'organisation sociale et familiale de la communauté nationale, applanir les contradictions de nos différentes coutumes et de promouvoir l'esprit nationaliste.

Ce programme au demeurant incomplet constitue la base de notre action tant gouvernementale, parlementaire, populaire et syndicale. Sa rédaction n'est animée que d'un souci : celui de voir le Congo vivre et se maintenir dans ce monde si troublé et de voir le Congolais retrouver sa dignité africaine au sein d'une nation reconciliée et dressée vers son émancipation politique, économique et sociale.

V I V E L E C O N G O U N I E T I N D I V I S I B L E .

Vive le Nationalisme

Vive le R. F. N. L.



✓

Léopoldville, le 19 Novembre 1962.-

TRANSMIS Copie pour Information à :

- Monsieur U.THANT, Secrétaire Général
de l'O.N.U. à NEW-YORK.

✓ - Monsieur GARDINER, Représentant de l'O.N.U.
au Congo à LEOPOLDVILLE.

- Monsieur le Chef de l'Etat,
de la République du Congo à LEOPOLDVILLE.

- Monsieur le Président du Sénat
à LEOPOLDVILLE.

- Monsieur le Président de la Chambre
des Représentants à LEOPOLDVILLE

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur
à LEOPOLDVILLE.

A Monsieur le Ministre de la Justice
du Gouvernement Central
à LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de revenir sur le teneur du
pénultième alinéa de ma lettre qui vous fut adressée en date du
16 octobre 1962 ayant trait aux manœuvres organisées pour l'assas-
sinat de mon mari GBENYE Christophe dont vous êtes l'un des
conspirateurs.-

La seconde phase d'attentat à la personne de
mon mari a eu lieu le 27 octobre 1962 : un certain individu du
nom BONDEKWE, armé d'un revolver s'est introduit dans la prison
à dessein de descendre mon mari. Ce dernier a échappé à la mort,
grâce à la vigilance des soldats de garde à la prison qui ont pu
arrêter cet individu avant l'accomplissement de son acte dont les
impulsions émanent de votre clique.-

Alors que vous étiez détenu à la prison de l'Osio
à Stanleyville, vous seriez blessé à la bouche par des quidams.
Vous imputez injustement la responsabilité de cette blessure à
mon mari. Vous avez dit que la durée de détention de mon mari
est subordonnée à la guérison de la cicatrice de votre blessure
(sic).-

.../...

Ceci prouve à suffisance que la détention arbitraire prolongée de mon mari découle de la vengeance que vous gardez à son égard.-

Enfin, qu'il me soit permis de vous signaler que, vu l'innocence de mon mari pour tous les faits qui lui sont injustement reprochés, tous les plans que vous projeterez pour porter atteinte à sa personne seront voués à l'échec.-

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.-

Madame GBENYE Christophe.-

Handwritten signature: Gbenye Christophe

Excellence,

Avec mes hommages respectueux, j'ai l'honneur de me permettre de vous présenter quelques réflexions qui me viennent constamment à l'esprit.

Nous connaissons les crimes réels qui se sont commis sur les nombreux tout petits comme sur des personnes en vue, telle notamment Mad. Dierix, 87 ans d'âge vivant avec son fils Guillaume, 65 ans, un des Directeurs généraux à l'U.N.M. à E/ville, tous deux lâchement assassinés par deux soldats éthiopiens; leur serviteur de 30 ans à leur service subit également le même sort. La première était veuve du feu Mr. Dierix, président de la Cour d'Appel à E/ville; mère et fils étaient unanimement connus par leur esprit de famille, leur sens social prononcé et inspiré par une grande foi en Dieu. Plus des 80% des crimes ont été commis par une armée bien déterminée et qui parla ont démontré ne pas être suffisamment civilisé pour faire partie de votre organisme: C'est - ainsi que vous l'avez deviné - l'armée éthiopienne. A part donc cette armée, l'O.N.U s'est assez bien conduite dans l'ensemble.

La nécessité de sa présence au Congo ex-belge, pays absolument incapable de se diriger et dont la mise sous tutelle pendant des décades et des décades s'avère indispensable, la nécessité de sa présence s'impose irrésistiblement.

M'est-il permis, Excellence, de vous faire part de mon étonnement attristé sur deux sortes d'agissements actuels de l'ONUC/?

1er) Elle se fait le complice d'un vol, celui de décapiter les avoirs katangais de 30% de leurs valeurs intrinsèques en obligeant ses habitants (en obligeant ses habitants) à changer 1 franc katangais contre 1 franc Congolais alors que la justice exige que 1 franc katangais soit échangé contre 1, 30 franc Congolais. La proclamation scandaleuse de justice en l'espèce par la radio ONUC d'E/ville ne change rien à l'injustice OBJECTIVE de cette mesure. Pour aucun motif, l'ONUC ne doit se faire le complice du vol...

2)) On doit admettre que l'ONUC ne maintient pas assez fermement l'ordre public: les vols se commettent comme à plaisir... les fusils des gendarmes katangais n'ont été remis à l'ONUC que dans une très faible proportion constituant par là un danger grave évident. Or elle vient de prendre la décision de faire remettre les armes à son organisme alors qu'elle sait que ni ces gendarmes, ni les voleurs, les voyous, les criminels sortis des prisons lors des conflits armés ne les remettront jamais; cette mesure pratiquement discriminatoire ne vise donc que les gens honnêtes, leur enlevant le seul moyen de s'assurer une sécurité relative, et le ~~self-défense~~ "self - defence": on a même l'impression QUE C'EST UNE MESURE DICTÉE PAR LES GENS HORS LA LOI POUR MIEUX REUSSIR LEUR IGNOBLESDESSEINS TOUT EN S'ASSURANT LA TOTALE IMPUNITÉ, car l'O.N.U.C. qui se doit d'assurer le maintien de l'ordre public n'arrive pas à le faire malgré ses tentatives sérieuses.

Que l'ONUC, après enquête fasse enlever les armes de ceux qu'elle estime ne pas être dignes. Que l'ONUC ne se fasse jamais le complice du vol fût-ce pour plaire à Léo et à fortiori de sa radio à E/ville ces jours-ci pour le justifier.

Croyez bien, Excellence, à notre respectueuse estime et à notre Haute considération

Jacob, Joseph; B.P?I

A l'Excellence *Mme Bedier, M. Représentant ONUC Congo. Léo*

2.4

Léopoldville Leli Novembre 62.

Expéditeur Mata Thomas
rue de Nianza N° 130 A
Léopoldville.....

Lon Excellence Mggs Lealais Conseil
Protestant Léo II et la Conseil de l'Armée du
Salu et de A Léo ONU.....

Democrate Chretienne Kintuadi kia Minkuikizi

Dimosi ngieti kulusonga vo bukina vo babonsono bazolele mu sambila mu Nzambi mu kedika bika tua sambila mu kedika mu yandi kibeni Tata Nzambi mu tunga zulu diambote ye ntoto wambote kundua kwa masumu:

Dimosi Nzambi kazolele ko mu sambila biteki ko diodio i Sumu dianene beni Lutala mu wanzole wa Mose Kapu 20. Buku kia 16. 3, 4, 5. Bonso busanga Mpelo buna luyambula bo. Mpe lumbu kia Noel 14 Avril kansi le 25 Decembre ka ikiokio ka lumbu lufueti kembila yeto ikiokio kadi ilumbu ikiokio kia nkutu zamikila Exerption Signe Beriel meme domine le 19 Mars au le 19 Avril lutala mu wanzole wa Mose kapu 13. Buku kia 4: Nkunga 22, 16 Matai 27. 31 Malako 15, 20 Luka 23; 33 Jean 19; 18. Mavanga Mazintumwa 2. 23. Wanzole wa Mose kapu 12. 46. Wania wa Mose kapu 9. 12. Nkunga 34. 20. Wanzole wa Mose 12.2. Wanzole wa Mose 13. 4. Wanzole wa Mose 34. 18. Wantatu wa Mose 23. 5. Munamonsono Lutala mavanga Belge Kukwango muna 1932. Yeleniya kapu 31.15. Matai 2. 18; Makala Unganda (Marthie de Uganda) Tala mu Yehezekeli 21. 2. Mpe Vars 5. Lubanzila muna mu wanzole wa Samueil Kapu kia 7. 14, 15 Nga mpamba kwandi muna ? Malua vanga ku Ekafera mpe ku Belingo Belge ye Qatolika (Katolika) Yesu wabotukwa kwa Yoane dimosi kaka ye kamasingi ko: Ye Samuel dia bika Davidi voir Samuel 16. 4. Yabotukwa kwa Mrs. Froden Samuel mpe Yoane Petosoni umosi Suede ye mpe umosi Allimaghe : Bambiakila tala wania wa Mose 6.22; 24; 25. Wantanu wa Mose 16. Papa Jean XXIII. Yandi wazolele mabundu mamonsono nga mafueti sambila mu Yesu mpasi vo Nzambi katu vutudila nzola andi ye katufidila evo katufidisa mwana andi diodio dia mbote; Ikuna se dimosi kaka tueti, yuvula vo ebue ? Wawu biteki kaluna bio sambila diaka ko ? Nzambi wavana nsiku wovo kansipankaka beti sambila teki biau wanzole wa Mose 20: 2 ye mboki tweti kuluyufula vo: Nga weyi kwandi lumbu kia Nkutu zamikila kakina sambulwa diaka ko ? Wanzole wa Mose 20. 16 ? ? ? . Bosi twamueni diaka mu nkanda wa kintwadi kia sedi Papa ku grupe vo: Protestant yandi wena secte kedika mu talaye sungamama se tumweni vo Papa Jean XXIII Probagande kuandi keti sala mu kutu tula diaka ku tomba, tala beto butueti mona vo salu kia sala Martin Luteli kedika kakiena foute ko : Vo foute zifweti monikekaka kwamintwadiasi mieka Politiki (

Politique) se idiau. Lutala mu Yehezekeli kapu 3: 10, 18, 19 : Mamonsono kasadidi Papa Jean XXIII au Collection fai vivante N22 serie 1w

Soute au Premier Page

Kadi vo tuyindudi nani utoma salanga salu kia mbote ? ? ?. Kadi tunweni vo mavanga Mpelo mu 1919. Ye Belge: Nzayukusu à Yoane Kapu 13: I..... Vers 11.... mpe yandi kibeni zeyi vo mu V siècle Papa diankento diakala kansi bwabu kutwala nkento kalendi sala Messe ko; Idiau Nzambi ya mazi kwandi yena kadi kwaku Congo kwakala 60.000 000 Kansi muna luvunu lwau buna bavondele 45. 000 000 ye mpe 14. 000 000. yasidi sala nkuna yoyo yikakunini yeti sala diaka Politiques mu vondisa bankaka diaka; buna buabu katuzeyi ko vo 9.000 000 kwandi yasidi; Kansi ikulutele vo: Yesu wafuta mpaku kwa Cezali kafuta mpaku kwa mpangi zandi Bayudayo ko. Luzonga Mose kukayenda bakila Batekinsie ? ? Kansi mono nzeyi vo lutala Nkunga David 11: 1 nga mpamba utele ? ? Mfumu Yesu buka mina nsoki mu lumbu makumaya biamwini ye bialuku mudia ye nwa bukavewa luve nga kansi ansiku kakota diaka evo bueyi ? ? ?. Wanzole wa Mose 20: 16; Yave wavova kwa mono mu dia biabionsono nateye lumbu kia mbanunu, buna ngiena Kubulingo bukavova diambu diodio. Wavova nkumbu zole mu diambu dia Antipa ye ku Ecafera ye Kubulingo. Nga beno lusikisa ngo- ma zeno bonso kwasikisa Adona mu ntangu David, vo ka nzambi vakusonga lumbu kia Le 14 Avril ko ye nkumbu ya Antipa kue buna lusambila lumbu kia Le 25 Decembre. Kansi lutoma tala mu Yehezekeli Kapu 3: 10, 18, 19. Mono diami bundu yakangimina mu Le 16/12/44. Kibanginsi Seluille -Manang- a lutambula mbote zeno kwa mono veno Mata Thomas. David.

Malikha

Kolombo 10.4.

Mme Christophe GBENYE
616 Bd. Léopold

LEOPOLDVILLE-LIMETE.

Léopoldville, le 9 Novembre 1962.

Transmis copie pour information à

- Monsieur le Chef de l'Etat de la République du Congo à LEOPOLDVILLE.
- Monsieur THANT, Secrétaire Général de l'ONU à NEW-YORK.
- ✓ - Monsieur GARDINER, Représentant de l'ONU au Congo à LEOPOLDVILLE.
- Monsieur le Président du Sénat à LEOPOLDVILLE.
- Monsieur le Président de la Chambre des Représentants à LEOPOLDVILLE.

en les priant d'agréer l'assurance de ma haute considération.

A Monsieur le Premier Minis-tre de la
République du Congo
à LEOPOLDVILLE-KALINA.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me plaindre des traitements inhumains réservés à mon mari GBENYE Christophe, depuis son arrestation arbitraire.

En effet, sans tenir compte des dispositions de la Loi Fondamentale qui régit actuellement notre pays, vous avez arbitrairement ordonné l'arrestation de mon mari en dépit de son immunité parlementaire.

Les faits imaginaires que vous avez inventés pour permettre l'arrestation arbitraire de mon mari résultent de la plus haute fantaisie.

Vous avez reproché à mon mari :

- 1°/- d'avoir signé conjointement avec TSHOMBE des documents relatifs à la sécession de l'Etat de l'Est. Aucun papier y relatif ne se trouve dans le dossier de mon mari. Celui-ci partisan de l'unité et ennemi de la balkanisation du Congo ne peut à jamais signer un tel document.
- 2°/- d'avoir adressé au Président du GHANA une lettre pour qu'il accélère l'envoi de ses militaires au Congo dans le cadre de l'ONU comme il en avait exprimé le désir. De préférence que ses troupes stationnent à la capitale du Congo ceci afin d'éviter le kidnapping des nationalistes, car ceux-ci ne se sentent pas en sécurité à Léopoldville malgré la présence de l'ONU.

.../...

3°/- d'avoir reçu une lettre du Maître CHOMÉ en date du 19 juillet 1962 après le remaniement du Gouvernement. Pour les faits repris ci-dessus, j'ai, par ma déclaration à la presse en date du 31 octobre 1962, demandé que ces documents qui ne revêtent aucun caractère de la soi-disant atteinte à la Sécurité de l'Etat soient rendus publics. Jusqu'à ce jour, vous n'avez pas encore permis la publication de ces documents. Pour éviter votre intimidation, la presse locale n'a pas pu publier ma déclaration.

N'ayant pas obtenu gain de cause, pour les faits repris ci-dessus, vous en avez inventé d'autres qui consistent en :

a)- la conférence de presse orale que mon mari - en tant que politicien et leader incontesté du MNCL - avait tenu au bureau du parti PUNA.

Sans aucune preuve concrète, vous avez donné un autre sens à cette conférence de presse en la qualifiant d'incendiaire, d'anti-gouvernementale etc...

Cette conférence de presse ayant eu lieu en public, je me demanderais la raison pour laquelle vous n'avez pas ordonné l'arrestation de mon mari le même jour.

b)- des lettres adressées à mon mari alors Ministre de l'Intérieur ou Vice-Premier Ministre par des prisonniers de la maison de détention de Makala.

Je me demande si mon mari en tant qu'autorité du Gouvernement Central n'avait-il pas le droit de recevoir des doléances des prisonniers ou de n'importe quel citoyen de la République.

Par ailleurs, aucun mandat d'arrêt ni document y tenant lieu ne se trouvant dans le dossier de mon mari, l'arrestation de ce dernier est purement et simplement arbitraire.

De ce qui précède, il ressort que l'arrestation arbitraire de mon mari réside dans le seul fait qu'il est le Chef de l'opposition que vous projetez de détruire pour appliquer la dictature.

Qu'il me soit permis de signaler les traitements inhumains dont mon mari est victime à la prison de Ndolo.

Ici, sans que je me revienne sur l'immunité parlementaire de mon mari qui fut bafouée, je vous signale que malgré son rang, suite à vos instructions, mon mari dort sur le parquet en ciment à la prison, à la merci des moustiques et d'autres insectes nuisibles.

Malgré les démarches que j'ai effectuées auprès des responsables de la Croix-Rouge, jusqu'à ce jour, ces derniers ne sont pas encore autorisés à rendre visite à mon mari.

.../...

La nourriture ne lui est servie qu'une seule fois par jour. Il lui est strictement interdit de prendre de la nourriture préparée par moi sa chère épouse.

Je conclus dès lors que tous ces traitements inhumains sont réservés à mon mari pour déguiser le dessein de son assassinat en mort naturelle.

Les démarches que j'ai effectuées auprès de vous-même, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la Justice et de la Sécurité Nationale ont abouti à ce que je rende visite à mon mari deux fois par semaine. Cette faveur - pour des raisons que j'ignore - me fut retirée après la seule première visite. Le major qui devait m'accompagner à chaque visite à la prison m'a déclaré avoir reçu des instructions contraires. A partir de cette période, je n'ai plus revu mon mari et j'ignore le sort qui lui est réservé.

Monsieur le Premier Ministre, vous semblez minimiser - comme il est de coutume chez nous - ma qualité de femme. Ne croyez pas que je ne suis pas au courant des manigances qui sont faites pour supprimer physiquement mon mari.

A la date du 27 octobre 1962, un certain individu du nom de BONDEKWE armé d'un revolver s'est introduit dans la prison pour descendre mon mari. Cet individu arrêté par des soldats de garde à la prison fut, par ordre d'une autorité, purement et simplement libéré après avoir passé un jour au cachot.

Enfin, votre comportement à l'égard de mon mari me laisse douter que vous ne soyez pas étranger à cet attentat ou du moins en tant que Chef du Gouvernement vous n'ignorez pas l'auteur ou les auteurs de la mise en scène de cet attentat.

En conclusion, aucun fait précis n'étant retenu à charge de mon mari, je demande sa libération immédiate et inconditionnelle.

J'ose espérer que vous voudrez bien excuser le ton peut-être vexant de la présente qui ne reflète rien que ma fierté pour l'innocence de mon mari dans les faits qui lui sont injustement reprochés.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Madame GBENYE.

GBENYE
cc

ROUTING SLIP

Comments for the record should not be written on this slip. REFERRAL SHEET PT.108 should be used instead.

TO:

Mr. Robert K. A. Gardiner

	APPROVAL	<input checked="" type="checkbox"/>	YOUR INFORMATION
	MAY WE CONFER?	<input type="checkbox"/>	AS REQUESTED
	YOUR SIGNATURE	<input type="checkbox"/>	FOR ACTION
	NOTE AND FILE	<input type="checkbox"/>	REPLY FOR MY SIGNATURE
	NOTE AND RETURN	<input type="checkbox"/>	PREPARE DRAFT
	YOUR COMMENTS	<input type="checkbox"/>	ATTACH RELATED PAPERS

Pl file
Ruf

DATE:

7 Nov. 62

FROM:

Ralph J. Bunche
br

Le 8 novembre 1962

Monsieur,

Le Secrétaire général par intérim m'a demandé d'accuser réception de votre lettre en date du 5 novembre 1962 concernant l'installation du gouvernement provincial du Sud-Kasai. Nous avons transmis une copie de votre lettre au Chef de l'Opération des Nations Unies au Congo à toutes fins utiles.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Sous-Secrétaire

Ralph J. Bunche

Monsieur le Président du
Comité de Coordination
PANACO-PANAJECO
Direction d'égalité
50, rue de Kitega
Léopoldville, République du Congo

Comité de Coordination
PANACO-PANAJECO
Direction d'égalité
50.rue de Kitega
à
Léopoldville/Est

Léopoldville/1e / /1962.

Objet: Protestation contre le Gouvernement-Central à la suite de l'installation du Gouvernement Provinciale du Sud-Kasai.

A. Monsieur le Secrétaire Général,
de l'ONU* Mr.U. Thant
Etats-Unis d'Amérique
de et à
New York.-

Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU,

Nous avons l'honneur de venir auprès de votre autorité pour exposer notre souci devant l'organisation de nations-unies, depuis la Belgique a accédé le Congo à son indépendance et la campagne des colonialistes belges contre les Peuples Muluba se montrant l'exode de Baluba dans tous les Territoires du Congo jusqu'à ce jour. Dans cette cause, les Muluba s'assiégèrent leur ville à Bakwanga par le sang sans les traces de leurs ancêtres, en effet, la fatigue de faim pour les longs chemins parcourus la famine désolée et la mort régnait. 6

Le 1er ministre, Monsieur Patrice Lumumba envoyait ses troupes pour éclater le feu partout en 1960, le bilan d'âmes mortes qui osaient la disparation de la vie manifestait 15.000. au moment où il n'y avait pas l'opération militaire pour défendre leur intérêt. Bien sûr, le Gouvernement central n'a jamais envoyait une aide aux peuples pour les soulever dans leur souffrance. Hélas le Sud-Kasai s'en attachait de collaborer réciproquement avec le gouvernement central en oubliant infiniment le passé.-

D'une part, le gouvernement central détenait le Mulopwe par la rancune politique pour pouvoir sa nomination sur les peuples muluba, l'autre part, le 1er ministre Cyrille Adoula fait troubler furtivement le Sud-Kasai en confiant le commissaire extraordinaire une montagne d'argent qu'il se mette le criminel aux gendarmes de la capitale. Monsieur le Secrétaire Général, la situation est plus en plus grave au Sud-Kasai, la pluralité de personnes sont tuées et noyées dans les rivières Lubilash et Bushimayi, les unes sont blessées et les autres sont arrêtées arbitrairement les restants sont gravement malades dans les hôpitaux; la consommation de ventre est devenue le coup de canon et de mortier.-

Dans quel but a-t-on crée (a). l'organisation de Nations Unies? en Versailles en 1919 en nom de S.D.N. 1. maintenir l'ordre, 2. Donner la paix, 3. garantir la sécurité et la justice, Toute l'ingérence scabreuse faite par le gouvernement central scandalise muluba s'ils ne font pas partie intégrale du Congo? C'est le seul chemin obscur qui obsède sa capacité incompétente de diriger les congolais. Par insenséquence cette émeute troubleuse sera partout au Congo. est-ce la démocratie Mr. le Sec-Général? L'ONU n'intervient pas parce qu'elle est certainement la seule promotrice de trouble au Congo contre les peuples muluba.-

(Suite I)

Les peuples muluba demandent au Secrétaire Général Monsieur U. Thant de faire l'inquisition urgente au Sud-Kasai pour relever le nombre des morts et blessés et sa protection. De faire faire l'élection partout au sud kasai dans la paix et la tranquillité enfin chacun vote dans son choix le président voulu par les peuples.-

Nous ne voulons absolument pas le président choisi par le gouvernement central lui-même ci-cela les peuples muluba s'attachent la mort, les peuples muluba se retirent au gouvernement central jusqu'aux nouvel ordre si celui-ci sera en relation avec le Sud-Kasai denouer un nouveau formateur,-

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de nos sentiments très distingués.-

le Président,-

Dimbelenge, le 5 Novembre 1962.-

N° Gardiner

OBJET :

Pétition populaire
Luntu contre repression
de l'ONU et l'ANC
garnison de Luluabourg
empiétant la volonté de
Bakwa-Luntu.-

- A Monsieur le Président de la République
du Congo à LEOPOLDVILLE-KALINA.-
- A Monsieur le Premier Ministre Congolais
à LEOPOLDVILLE-KALINA.-
- A Monsieur le Ministre de la Défense
Nationale à LEOPOLDVILLE-KALINA.-
- A Monsieur le Commandant Général de l'ANC
à LEOPOLDVILLE-KALINA.-
- A Monsieur le Président de la Chambre des
Représentants à LEOPOLDVILLE-KALINA.-
- A Monsieur le Président de la Chambre des
Sénateurs à LEOPOLDVILLE-KALINA.-
- ✓ A Monsieur le Représentant Civil de l'ONU
au Congo à LEOPOLDVILLE-KALINA.-
- A Monsieur le Représentant Civil de l'ONU
à LULUABOURG.-
- A Monsieur le Pré^xsident Provincial
à LULUABOURG.-
- A Monsieur le Président National du M.P.C.
à LEOPOLDVILLE-EST.-

Excellences,

Nous reconnaissant citoyens de la Républi-
que Congolaise de la région de DIMBELANGE, pouvant jouir de toutes
les libertés publiques et démocratiques dont jouissent tous les
congolais et ayant remarqué que depuis l'accession de ce pays à
l'indépendance sommes privés de toutes ces libertés et avons pataugé
et pataugeons jusqu'alors dans des extrêmes misères, nous avons
l'honneur de vous donner d'une manière succinct le schéma de nos
misères susdites et vous formuler, les vœux traduisant nos aspira-
tions profondes et légitimes dès l'an 1959.-

- 1°/- En 1959, durant les troubles Lulua-Baluba, bien que les deux
parties en cause auraient massacré quelques uns de nos com-
patriotes, notre région maintenant sa neutralité dans ces
conflits et gardant un calme complet jusqu'au 1960.-
- 2°/- En 1960, lors de l'exode Baluba, les Luntu se sont montrés
hospitaliers envers ces derniers, ils leur donnerent à manger
et à boire, et ce qui est plus est qu'ils leur cédèrent un
lopin de terre Luntu aux environs de Lac Munkamba.-
- 3°/- En 1961, les Bena-Konji semèrent la discorde entre Baluba et
Bakwa-Luntu en excitant les autorités Baluba de forcer Bakwa-
Luntu à s'annexer à l'Etat de Bakwanga; cette annexion forcée
fut les debuts des engagements qui eurent lieu au Lac Munka-
mba entre la jeunesse-Kalonjistes et les Civils Luntu. Et
dans ces troubles, c'est fut la perte des vies humaines Luntu,
pillages des biens et viol des femmes et filles impubères.
Ces troubles perdurent jusqu'en janvier 1962 et les plaies en
sont encore fraîches.-
- 4°/- Vers le mois d'août de l'année 1961, les unités de l'Armée
Nationale Congolaise furent de même excitées par les Bena
Konji et se livrèrent à des massacres des vieilles personnes,
des femmes et des enfants de moins de 10 ans.-
- 5°/- Durant ce chaos, les Bena Konji et les pro-Konji accumulèrent
les fausses accusations sur la population Luntu. Ces accusa-
tions sont l'origine des plusieurs visites des délégués du
Gouvernement Central notamment : Monsieur le Ministre de la
Justice MWAMBA Remy, du Commissaire Extraordinaire du Kasai
Monsieur ZAKOUZU Charles et finalement celle de l'ex-Président
Provincial du Kasai Monsieur A.C. LUBAYA qui, ont révélées
toutes les accusations fausses.-
- 6°/- Les Luntu ne restèrent pas indifférents dans toute cette
situation, plusieurs délégations furent dépêchées à Léopold-
ville pour démontrer la portée de l'oubli total dont Dimbelenge
est l'objet de la part des autorités de la République.-
- 7°/- Enfin, les Bena-Konji et les pro-Konji, suite à la modification
de l'article 7 de la Loi fondamentale, sans aucune consulta-
tion préalable de la population Luntu et sans aucun refus
officiel d'érection la région en province, signèrent avec
Basonge pour la Province de Lomami. Ces derniers ayant appris
la chose, ils ont protesté sans aucun retard et Monsieur
MUBANGA et son groupe excitèrent les clans de Bakwa-Layi,
quelques Bena Tshindi et tous les Konji pour attaquer les

Représentants à LEOPOLDVILLE-KALINA.--

A Monsieur le Président de la Chambre des Sénateurs à LEOPOLDVILLE-KALINA.--

✓ A Monsieur le Représentant Civil de l'ONU au Congo à LEOPOLDVILLE-KALINA.--

A Monsieur le Représentant Civil de l'ONU à LULUABOURG.--

A Monsieur le Président Provincial à LULUABOURG.--

A Monsieur le Président National du M.P.C. à LEOPOLDVILLE-EST.--

Excellences,

Nous reconnaissons citoyens de la République Congolaise de la région de DIMBELENGE, pouvant jouir de toutes les libertés publiques et démocratiques dont jouissent tous les congolais et ayant remarqué que depuis l'accession de ce pays à l'indépendance sommes privés de toutes ces libertés et avons pataugé et patageons jusqu'alors dans des extrêmes misères, nous avons l'honneur de vous donner d'une manière succincte le schéma de nos misères susdites et vous formuler, les vœux traduisant nos aspirations profondes et légitimes dès l'an 1959.--

- 1°/- En 1959, durant les troubles Lulua-Baluba, bien que les deux parties en cause auraient massacré quelques uns de nos compatriotes, notre région maintenant sa neutralité dans ces conflits et gardant un calme complet jusqu'au 1960.--
- 2°/- En 1960, lors de l'exode Baluba, les Luntu se sont montrés hospitaliers envers ces derniers, ils leur donnerent à manger et à boire, et ce qui est plus est qu'ils leur cédèrent un lopain de terre Luntu aux environs de Lac Munkamba.--
- 3°/- En 1961, les Bena-Konji semèrent la discorde entre Baluba et Bakwa-Luntu en excitant les autorités Baluba de forcer Bakwa-Luntu à s'annexer à l'Etat de Bakwanga; cette annexion forcée fut les débuts des engagements qui eurent lieu au Lac Munkamba entre la jeunesse-Kalonjistes et les Civils Luntu. Et dans ces troubles, c'est fut la perte des vies humaines Luntu, pillages des biens et viol des femmes et filles impubères. Ces troubles perdurent jusqu'en janvier 1962 et les plaies en sont encore fraîches.--
- 4°/- Vers le mois d'août de l'année 1961, les unités de l'Armée Nationale Congolaise furent de même excitées par les Bena Konji et se livrèrent à des massacres des vieilles personnes, des femmes et des enfants de moins de 10 ans.--
- 5°/- Durant ce chaos, les Bena Konji et les pro-Konji accumulèrent les fausses accusations sur la population Luntu. Ces accusations sont l'origine des plusieurs visites des délégués du Gouvernement Central notamment : Monsieur le Ministre de la Justice MWAMBA Remy, du Commissaire Extraordinaire du Kasai Monsieur ZAKOUZI Charles et finalement celle de l'ex-Président Provincial du Kasai Monsieur A.C. LUBAYA qui, ont révélées toutes les accusations fausses.--
- 6°/- Les Luntu ne restèrent pas indifférents dans toute cette situation, plusieurs délégations furent dépêchées à Léopoldville pour démontrer la portée de l'oubli total dont Dimbelenge est l'objet de la part des autorités de la République.--
- 7°/- Enfin, les Bena-Konji et les pro-Konji, suite à la modification de l'article 7 de la loi fondamentale, sans aucune consultation préalable de la population Luntu et sans aucun refus officiel d'érection la région en province, signèrent avec Basonge pour la Province de Lomami. Ces derniers ayant appris la chose, ils ont protesté sans aucun retard et Monsieur MURANGA et son groupe excitèrent les clans de Bakwa-Mayi, quelques Bena Tshiadi et tous les Konji pour attaquer les villages opposés à la Province de Lomami, c'est alors les réactions qui ont eu lieu dans le village Tshika de Mutebo-Dibwe.--

.../...

80/- Suite à cette opposition, beaucoup d'intellectuels Luntu, certains Chefs coutumiers furent arrêtés, les biens pillés, femmes et filles violées et la repression bat son plein. Tous les militaires de l'A.N.C. de la garnison de Iuluabourg plus ceux de l'O.N.U., contrairement à la déclaration de Ministre de la Défense Nationale, ont eu d'énormes sommes de corruption et malmenent tous ceux qui se disent Bakwa-Luntu. La liberté de collaboration avec telle ou telle de nouvelles provinces n'est plus respectée et les Luntu deviennent les éléments indésirables à cause de leur refus de collaborer avec la Province de Lonani.

VOGUE

- 1.- Examen de la situation par les autorités de la République et la libération de tous les détenus Luntu, si les autorités prennent les Luntu au même titre que tous les citoyens congolais.
- 2.- Organisation urgente du référendum à Dimbelenge pour connaître la volonté populaire de Luntu qui forment les 90 % de tous les habitants de Dimbelenge.
- 3.- Enquête à faire sur tous les détenus Luntu afin de reconnaître le nombre de tous ceux qui ont été tués durant tous ces jours difficiles pour eux et connaître la gravité et la portée de la perte des biens subie par les intellectuels et Chefs coutumiers Luntu.
- 4.- En défaut de ce qui précède, exterminer tous les Bakwa-Luntu, du fait que ce sont les éléments indésirables dans la République Congolaise.

36/

LES CHIEFS COUTUMIERS,

LES NOTABLES.

[Handwritten signatures and scribbles covering the page]

KAMINAVILLE, Le 3/11/1962

c/pol 110

A Monsieur le Représentant de l'ONUC
H. R. GARDINER "
à
LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Représentant,

Maintenant nous vous avons tenu au courant de
manoeuvre faite par les contingents de l'ONUC "Suédois" stationnés à la Base
de Kamina, ceux contingents s'entendent maintenant avec le Chef Kasongo-Niembo
introduisant la gendarmerie en civil à la Base sous prétexte que la Base soit
occupée par la gendarmerie et y mettre l'administration du gouvernement fatche
de Moïse Tshombé.-

Nous attirons votre bonne attention que nous désirons
pas la présence de ceux contingents, nous protestons énergiquement auprès de
de vous que l'ONUC se montre clairement responsable de tous les troubles qui
produisant partout dans la République du Congo.-

Nous peuple muluba originaire de Kamina, nous ne désirons
pas le gouvernement de Moïse Tshombé mais nous sommes forcés par la dictature
de Chef Kasongo-Niembo, nous nous sommes fidèles au gouvernement central du
Congo Léopoldville et non du sud Katanga, nous dépendons à la Province du Nord-
Katanga, province par laquelle est fidèle au gouvernement de la République du
Congo.-

Nous vous prions avec larme aux yeux, que l'ONUC doit
comprendre et doit respecter le droit de l'homme, l'ONUC a été appelé par le
gouvernement central et non par le gouvernement du sud Katanga, les sang de
innocents ont coulé pour unité du Congo, aujourd'hui l'ONUC devient ami fidèle
au gouvernement fatche de Moïse Tshombé.-

Nous vous demandons de toute urgence de retirer les
Suédois qui stationnés à la Base de Kamina et y mettre l'administration
dépendant au gouvernement du Nord-Katanga.

Signée par le peuple muluba.



✓ File NOTE: ① Copy of this ✓
handed to PM ADOULA 3 Nov. 62
② Cabled to Bunde on
5 Nov. 62 Gr-1556
- 23

TELEGRAMME

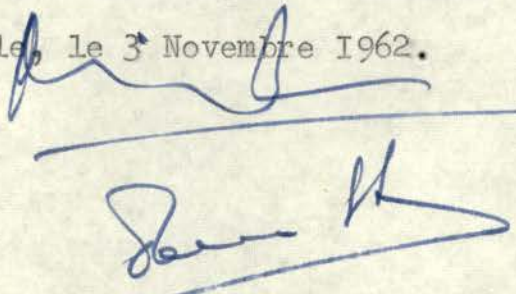
Lethu

COMITE CONSULTATIF CONGO ONU NEWYORK
EXCELLENCE GARDINER REPRESENTANT ONU LEO

EN REUNISSANT PARLEMENT LOVANUM ONUC AVOIR PRIS CHARGE
SAUVEGARDER LEGALITE CONGO PENDANT DUREE SON ASSISTANCE STOP
FAISONS APPEL SECRETAIRE GENERAL ONU AFIN PROTEGER PARLEMENTAIRES
PENDANT SESSION ^{en} COURS STOP ADJURONS ONU NE PAS ASSISTER MUTINS
DANS LEUR OEUVRE DESTRUCTIVE DISSOLUTION PARLEMENT PAR COUP
ETAT MILITAIRE STOP DISSOLUTION PARLEMENT DOIT SUIVRE
PROCEDURE LEGALE ARTICLES 71 ET 72 LOI FONDAMENTALE STOP
METTONS ONU GARDE NOUVEAU REBONDISSEMENT CRISE CONGOLAISE
QUI ENTRAINERA ECHEC TOTAL ~~ONUC~~ OEUVRE ONUC FULLSTOP

MOUVEMENT NATIONAL CONGOLAISE LUMUMBA

Mouvement National Congolais Lumumba
B.P. 8201
Léopoldville, le 3 Novembre 1962.



Rlf 5/11 c/le 110

AU PEUPLE CONGOLAIS A VOUS LA PAROLE

AU MOMENT OU LE GOUVERNEMENT CENTRAL REALISE DES EXPLOITS EN VUE DE RENDRE PROSPERE NOTRE PAYS CERTAINS ENERGUEMENTS DU PARLEMENT COM-plotent AVEC L'AIDE DES AMBASSADES COMMUNISTES POUR ABOUTIR A SON REN-VERSEMENT ET AINSI SOVIETISER NOTRE BEAU PAYS.

PEUPLE CONGOLAIS IL VOUS APPARTIENT MAINTENANT DE FAIRE ENTENDRE VOTRE VOIS, LE RENVERSEMENT DU GOUVERNEMENT VOUS PLACERA DANS DES SI-TUATIONS TRES LAMENTABLES: FUITE DES CAPITAUX - DOUTE POUR LES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS - DEVALUATION TOTALE DE NOTRE MONNAIE - SECESSION DEFINITIVE DU KATANGA - FAILLITE DU CONGO - MISERE ET FAMINE POUR LES POPU-LATIONS.

PATRIOTES, DES PROGRAMMES TRES IMPORTANTS POUR LE RELANCEMENT DE LA SITUATION SONT EN BONNE VOIE ET DANS UN PROCHE AVENIR VOUS ASSISTEREZ A D'AUTRES REALISATIONS ET LES CHOMEURS AURONT DE PLUS EN PLUS DU TRAVAIL, CE QUI PERMETTRA A BEAUCOUP D'ENTRE NOUS DE VOLER SUR LEURS PROPRES AILES AU LIEU D'ALLER CHAQUE FOIS RENDRE VISITE A DES PARENTS OU A DES AMIS POUR DEMANDER QUELQUE CHOSE. POUR CE LA IL FAUT QUE LE GOUVERNEMENT ADOULA RESTE AU POUVOIR POUR DEFENDRE VOS INTERETS LEGITIMES.

POUR VOUS PROUVER DE LA MAUVAISE FOI DES PARLEMENTAIRES - VOTRE GOU-VERNEMENT AVAIT DEPUIS TRES LONGTEMPS DEPOSE UN PROGRAMME D'AUSTERITE et ALORS POURQUOI JUSQU'ICI ILS NE VEULENT PAS DE S'EN OCCUPER? N'EST-CE PAS LA UNE DES PREUVES DE MAUVAISE FOI DES SOI-DISANT REPRESENTANTS DU PEUPLE?

PEUPLE CONGOLAIS, LE MONDE ATTEND DE VOUS UNE REACTION POPULAIRE- POUR CONDAMNER CES ACTES. NE FAITES PAS DE NOTRE PAYS UN SECOND CUBA. SUPPORTEREZ-VOUS L'INSTALLATION DANS VOTRE PAYS DES BASES MILITAIRES POUR LE LANCEMENT DES FUSEES ET CECI SOUS PRETEXTE DE DEFENDRE LE CON- GO CONTRE LA REPUBLIQUE D'EN FACE? VOS SABOTEURS ONT DEJA SIGNE DES PACTES DE CE GENRE TANDIS QUE LE MONDE ENTIER CONDAMNE LES RUSSES DANS L'AFFAIRE "CUBA".

ATTENTION, PEUPLE CONGOLAIS, VOUS AVEZ ELU VOS REPRESENTANTS SI CEUX-CI TRAVAILLENT CONTRE VOS INTERETS VOUS DEVEZ LES CONDAMNER PU-BLIQUEMENT.

VIVE LE GOUVERNEMENT REALISTE

DE M. ADOULA

VIVE LE PEUPLE CONGOLAIS

File A

LE COMITE DU MOUVEMENT NATIONAL CONGOAIS/LUMUMBA COMMUNIQUE :

Hier Samedi 27 Octobre 1962, un individu du nom de BONDEKWE s'est introduit dans la prison de NDOLO où se trouve interné le Président Christophe GBENYE, armé d'un revolver avec dessein d'assassiner Mr. Christophe GBENYE. Les militaires qui montaient la garde l'ont arrêté et il se trouverait à ce moment au cachot.

Voici les textes de télégramme que le M.N.C.L. a envoyés au responsables de la politique congolaise :

EXCELLENCE KASAVUBU JOSEPH CHEF ETAT CONGO
LEOPOLDVILLE

REPETE PRESIDENT CHAMBRE REPRESENTANTS
REPETE PRESIDENT SENAT
LEOPOLDVILLE

AI HONNEUR PORTER CONNAISSANCE EXCELLENCE INDIVIDU NOMME BONDEKWE ENVOYE PAR ADVERSAIRES POLITIQUES SETRE INFILTRE SAMEDI DERNIER PRISON NDOLO AVEC DESSEIN ASSASSINER PRESIDENT GBENYE STOP CET INDIVIDU AVOIR ETE ARRETE PAR SOLDATS GARDE ET SE TROUVERAIT CACHOT STOP PAR AILLEURS BANDE FAUX SOLDATS ET FAUX AGENTS SURETE A LA SOLDE CERTAINS MEMBRES EQUIPE ADOULA CIRCULENT NUITAMMENT LIMETE EN QUETE DOMICILE CERTAINS PARLEMENTAIRES VISES DESSEIN DE NUIRE STOP FAIS APPEL INTERVENTION VOTRE EXCELLENCE AUPRES EQUIPE ILLEGALE ADOULA AFIN EVITER NOUVEAUX ACTES IGNOMINIEUX ENDROIT ELUS NATION STOP ATTIRE ATTENTION SON EXCELLENCE SUR SA RESPONSABILITE DEVANT HISTOIRE CONGO POUR MASSACRE NOMBREUX ELUS ET CITOYEUS AU COURS SON MANDAT STOP SILENCE ET TOLERANCE VOTRE EXCELLENCE DEVANT ILLEGALITE ACTUELLE CONSTERNE PROFONDEMENT VOTRE PEUPLE STOP HAUTE CONSIDERATION FULLSTOP

EXCELLENCE ROBERT GARDINER REPRESENTANT SECRETAIRE
GENERAL ONU CONGO LEOPOLDVILLE

PORTE VOTRE CONNAISSANCE INDIVIDU NOMME BONDEKWE SETRE INFILTRE SAMEDI DERNIER PRISON NDOLO AVEC DESSEIN ASSASSINER PRESIDENT GBENYE STOP CET INDIVIDU AVOIR ETE ARRETE SOLDATS GARDE ET SE TROUVERAIT CACHOT STOP DAUTRE PART BANDES FAUX MILITAIRES ET FAUX AGENTS SURETE A LA SOLDE CERTAINS MINISTRES EQUIPE ADOULA CIRCULENT NUITAMMENT LIMETE EN QUETE DOMICILE CERTAINS PARLEMENTAIRES VISES DESSEIN DE NUIRE STOP FAIS APPEL INTERVENTION ONU AFIN PROTEGER ELUS ET CITOYENS CONGOLAIS DEVANT REGIME TERRORISTE ACTUEL STOPVOUS RAPPELLE VOTRE PROMESSE A STANLEYVILLE DE PROTEGER PARLEMENTAIRES A LEOPOLDVILLE STOP ETEES BASE RECONCILIATION STAN LEOP ET HISTOIRE VOUS RENDRA RESPONSABLE NOTRE EXTERMINATION PAR ADVERSAIRES POLITIQUES INCONSCIENTS STOP HAUTE CONSIDERATION FULLSTOP

T. S. V. P.

RECEIVED
JAN 10 1964
U.S. DEPARTMENT OF STATE
OFFICE OF THE ASSISTANT SECRETARY
FOR PUBLIC AFFAIRS

Rm 632

TELEGRAMME-LETTRE.

C/pd 110
30/10/62
G-VT/761/62

Adresse :: EXCELLENCE ROBERT GARDINER
REPRESENTANT SECRETAIRE GENERAL ONU
CONGO LEOPOLDVILLE.

PORTE VOTRE CONNAISSANCE INDIVIDU NOMME BONDEKWE SETRE INFILTRE
SAMEDI DERNIER PRISON NDOLO AVEC DESSEIN ASSASSINER PRESIDENT
GBENYE STOP CET INDIVIDU AVOIR ETE ARRETE SOLDATS GARDE ET SE
TROUVERAIT CACHOT STOP D'AUTRE PART BANDES FAUX MILITAIRES ET FAUX
AGENTS SURETE A LA SOLDE CERTAINS MINISTRES EQUIPE ADOULA CIRCULENT
NUITAMMENT LIMETE EN QUETE DOMICILES CERTAINS PARLEMENTAIRES VISES
DESSEIN LES NUIRE STOP FAIS APPEL INTERVENTION ONU AFIN PROTEGER
ELUS ET CITOYENS CONGOLAIS DEVANT REGIME TERRORISTE ACTUEL STOP VOUS
RAPPELLE VOTRE PROMESSE A STANLEYVILLE DE PROTEGER PARLEMENTAIRES
A LEOPOLDVILLE STOP ETES A LA BASE RECONCILIATION STAN LEO ET HISTOIRE
VOUS RENDRA RESPONSABLE NOTRE EXTERMINATION PAR ADVERSAIRES POLITIQUES
INCONSCIENTS STOP HAUTE CONSIDERATION. FULLSTOP.

DEPUTE KIHUYU

Expéditeur :: M. le Député Etienne KIHUYU - B.P. 317 LIMETE.

Coby sent NY 2/11

Leopoldville le 24 octobre 1962.

M^r Robert GARDINER
Représentant du Secrétaire
Général de l'O.N.U.
au Congo.
à LEOPOLDVILLE,

Monsieur le Représentant,

Depuis le mois d'Août 1962
certaines régions de la République mises
sous le contrôle direct de l'autorité
du Gouvernement Central après la
création de nouvelles provinces, vivent
dans une insécurité totale : arrestations
arbitraires, y compris même de ceux
couverts par l'immunité parlementaire
tant à l'échelon provincial qu'à
l'échelon national. Nous nous
expliquons :

- En Province Orientale, plus de 100 personnes ont été récemment arrêtées. Nous ignorons le sort qui leur a été réservé. Ni le Gouvernement Central, ni l'O.N.V. n'a réagi.

- En Province du Kivu, le 5/9/1962, l'ancien Président Provincial du Kivu Mr. Jean MIRUHO, plus d'une trentaine des personnes, dont la plupart sont des fonctionnaires et 4 belges furent arrêtés ainsi qu'un certain nombre de conseillers provinciaux.

Sur instructions du Gouvernement Central, une dizaine de personnes arrêtées à Bukavu ont été dirigées sur Léopoldville où elles ont été jetées immédiatement au cachot à Ndolo sans procès ni jugement. Soulignons que les 4 belges sont également au cachot de Ndolo.

Quelques jours après, une dizaine des parlementaires nationaux:

Gbenye Christophe, Rudahindwa
Edmond, Midiburo Joseph, Malago
Simon, Bisukiro Marcel, Birere Augustin,
Kajibwami Boniface, etc....

ont été également arrêtés et jetés en
prison de Ndolo sans procès ni jugement.

Ils y vivent dans les conditions et
traitements tellement inhumains
que s'ils duraient encore quelques
temps, leur vie est sérieusement en
danger.

Sur ces entrefaits, ~~les victimes~~
~~prisonnières~~ après avoir contacté des
avocats de la place, il s'est avéré qu'il
n'existe jusqu'à présent, au Parquet
Général aucun dossier judiciaire
pour personne d'entre elles.

Entretemps, une mission des terro-
ristes a été formée et s'est rendue
à Bukavu et Goma où des actes de
barbarie ont été ~~effectués~~ commis, et
plusieurs postes de service ~~abandonnés~~
désertés et plusieurs maisons abandonnées.

les occupants ayant cherché refuge soit au Ruanda, soit dans la forêt.

Cela étant, nous regrettons que les actes dont nous venons de faire un exposé ci-haut se fussent passé devant les yeux passifs des dirigeants de l'O.N.U. qui sont au Cong pour garantir la sécurité des biens et des personnes.

Nous vous saurions en conséquence gré de vouloir bien intervenir de toute urgence :

- 1° Pour faire régner la paix et la justice dans les régions susvisées ;
- 2° Pour protéger la vie des personnes déjà malmenées ;
- 3° Pour la libération immédiates de tous les
Parlementaires qui doivent assister aux
travaux de la session parlementaire qui s'ouvre
le 5 novembre 1962.

Veuillez agréer Mr. le Représentant, avec nos remerciements anticipés, l'assurance de notre haute considération.


H. BISUKIRO

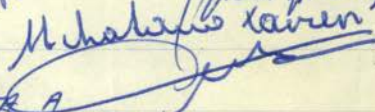

RUDAHINDWA


J. M. BURO


S. P. HALAGO


CH. G. G. G.


H. Z. B. B.


M. Chaleyo

TERRITOIRE DU LAC MUNKAMBA EX.DIMBELANGE, le 23 octobre 1962.

TELEGRAMME LETTRE MESSAGE AVION.

Aux Messieurs ; ,

Répresentat l'O.N.U à LULUABOURG

I er MINISTRE DU GOUVERNEMENT CENTRALE à Léo

PRESIDENT DE LA CHAMBRE DE PRESENTANT à LEO

PRESIDENT gt PROVINCE à LULUABOURG

RADIO KASAI B.P. 708 à LULUABOURG

RADIO SUD KASAI à BAKWANGA

Réprésentant l'O.N.U. à LEOPOLDEVILLE

PRESIDENT DE LA CHAMBRE DE PRESENTANT à Léo

MINISTEUR gt PROVINCIAL à LULUABOURG

RADIO B.P. 3171 à LEO KALINA

radio KATANGA à E/VILLE

MONSIEURS,

Au nom de la MUOVEMENT POPULAIRE CONGOLAIS de BWA LUNTU, Territoire de Dimbelange, nous regrettons vivement pour le travail de l'O.N.U. dans notre Territoire de BWA LUNTU STOP..... Les soldats l'O.N.U à l'aide de Chef BIDUAYA et son groupe STOP..... Chef BIDUAYA, BALANGANAI et leur groupe ont circulés tout les villages dans le Territoire STOP.....

Le 19 octobre 1962 ils ont été dans le village de KUNYUNGA MATADI, là-ba on a volé 120.000 F pour les impôt de l'Etat; 70.000 F de KANUNDOWI - LIMULUABO sont aussi volé; chez MUSANGANA, le 20 Octobre on a pris 500.000 F de C.I. LUBUDI pour Etat; A la part de chef MUSANGANA 1.000.000 F, 20 costumes térgales, 30 pièces WAX et 5 paires des souliers; le 22 octobre chez MUANZA-MUKENGE 300.000 F, les sommes pour les villageois 150.000 F, 20 pièces pour les femmes; et encore à KAJIBA, chez commerçant Samuel TUBA, 100.000 F, 20 chemises, 50 pantalons K.K. STOP.....

Monsieur, au nom de la MOUVEMENT POPULAIRE, Territoire de MUNKAMBA EX. Dimbelange, nous vous demandons l'aide, de ne pas laisser les soldats l'O.N.U. dans ce Territoire STOP..... D'ailleur nous vous prions de nous rendre toutes choses volées par soldats l'O.N.U. et le Chef BIDUAYA STOP.....

Nous demandons la liberation des tout homme qui est arrêté. Voici leurs noms:

- 1) TSHITENGE Romain 2) Madame l'A.T. Brunca 3) Madame TSHITENGE Romain 4) KASONGA Florantin
- 5) NGALAMULIME Samuel 6) KATUMUMUNYI Samuel 7) MUAMBA Daniel 8) MUAMBA
- 9) KABASELE Gaston 10) KASUBALE 11) BAMANA 12) TSHIMINKUFUA Symphorien
- 13) LUKUSA VALENTIN 14) MUSANGANA Pierre 15) KAMBA Jean . FUR STOP.....

Signé/ MOUVEMENT POPULAIRE CONGOLAIS.

Dimbelenge, le 22 oct. 1962.

TELEGRAMME LETTRE MESSAGE AVION.

Radio Bruxelles
Radio Léopoldville
" Stanleyville
" Luluabourg
" Bukavu
Sénat et Ensemble Générale du Gouvernement Centrale
à Léopoldville.
A Mr. Le Premier Ministre du République du Congo à
Léo. Congo
A Mr. Le Président du République du à Léo.
A Mr. Le Représentant de l'O.N.U. à Léo.
A " " " Luluabourg
A " " " Bukavu
A " " " Stanleyville
A Mr. Le Président Provincial du Kasai
A Mr. 1er Bourgmestre de la ville de Luluabourg
Et Ensemble Provinciale du Kasai.

Messieurs;

Aux noms des chefs coutumiers Stop;..... Nous tous de Mouvement Populaire
Congolais de Luntu Territoire de Dimbelenge Stop..... Nous regrettons vivement Stop. . .
Les soldats de l'O.N.U. à l'aide d'un chef Biduya et leur sujets Stop. Le Chef
Biduya et Balanganai ont circulés tout le Territoire de Dimbelenge avec les soldats de
l'O.N.U. Stop. Détruire plusieurs villages de Bakua Luntu Stop. Et les
maisons des Grand Chefs de Luntu: MUSANGANA, MUKADI, LUSAMBA-MBUMBA, MUANZA-MUKENGE, NGEYA-
KALAMBA, KAHENA-TSHINYAMA et KASANDA sur Stop. Massacrants les femmes, les hommes,
les enfants et leurs biens Stop. Et amènent les autres personnes dans l'ancienne
capitale de territoire comme esclaves Stop.

Le but de l'O.N.U. dans ce territoire c'était pour transporter l'Adminis-
trateur pour lui mener dans le Gouvernement Centrale Stop. Mr. l'Administrateur
a accepté Stop. Mais, pourquoi l'O.N.U. a pris le mesure de marcher avec le chef
Biduya et leurs sujets Stop..... Chez les Grands Chefs MUSANGANA, MUKADI, LUSAMBA-MBUMBA
MUANZA-MUKENGE, NGEYA-KALAMBA, KINYUNGA, KAHENA-TSHINYAMA et KASANDA sur Stop.
On a tué beaucoup des personnes full Stop. Les nombres des personnes mortes dans
cette circulation de l'O.N.U. et le Chef Biduya sont 1450 Stop. Nous vous ~~dem~~
demandons quel est l'intervention de l'O.N.U. dans ce territoire Stop. On a pris
tout l'argent de territoire Stop.

D'autre part, nous vous prions de n'ai pas laissé les soldats de l'O.N.U.
dans ce Territoire de Dimbelenge Stop.

Signés par: -

Les Chefs Coutumiers de Mouvement Populaire Congolais de Luntu

S/1. MUSANGANA *Musangana* 2. MUKADI *Mukadi* 3. LUSAMBA-
MBUMBA *Lusamba-Mbumba* 4. MUANZA-MUKENGE *Muanza-Mukenge*
5. NGEYA-KALAMBA *Ngeya-Kalamba* 6. KINYUNGA *Kinyunga*
7. KAHENA-TSHINYAMA *Kahena-Tshinyama* 8. KASANDA *Kasanda*



✓
Lettre de
Dr. Bunche
11/10 29/10

Mouvement National Congolais / Lumumba M. N. C. / L.

Téléphone 8690

COMITE NATIONAL

Boîte Postale 8201

100 Avenue ITAGA - LEOPOLDVILLE

V/REF. :

Léopoldville, le

N/REF. :

P E T I T I O N

Annexe :

Objet :

Le M.N.C. LUMUMBA présente ses vœux de bienvenue au Docteur Ralph BUNCHE, Adjoint du Secrétaire Général des Nations-Unies de passage à Léopoldville et tient à porter à sa connaissance la situation actuelle du Congo :

1°/- RECONCILIATION NATIONALE

Après la pénible période de crise de 1960-61, le principe de la réconciliation a été admis en juillet 1961 et le 2 août un gouvernement d'union nationale, dont Mr. ADOULA était le symbole, a vu le jour.

Cependant, au cours des quelques mois qui ont suivi sa venue au pouvoir, Mr. Adoula s'est distingué en véritable semeur de mauvaises herbes; Il s'est livré à diviser les partis en treux, les parlementaires entre eux et tous les hommes politiques dans leur ensemble, pour se faire une "concession propre".

Cette politique désastreuse s'est caractérisée davantage au moment où il a commencé à parler du "remaniement ministériel".

Le 11 juillet 1962, Mr. Adoula a complètement trahi le principe de la réconciliation en annonçant la constitution d'un gouvernement soi-disant homogène.

Au Congo, Mr. Adoula ne mérite donc plus aucun crédit de "réconciliateur national" et son remplacement est impérieux pour le salut de notre pays.

2°/- IRREGULARITE DU GOUVERNEMENT ADOULA

En date du 16 juillet 1962, le nouveau gouvernement constitué par Mr. Cyrille Adoula, ancien premier Ministre de l'équipe de Lovanium, a été déposé par la Chambre des Représentants en obtenant 60 voix au lieu de 69 voix requises par l'article n° 42 de la Loi Fondamentale.

.../...

suite Mémoire au Dr. Ralph Bunche

Mr. Cyrille Adoula s'est refusé de s'effacer du pouvoir après cet échec. Il parle d'un simple remaniement alors qu'il n'avait plus le pouvoir de remanier un gouvernement ses pouvoirs ayant été abrogés par l'ordonnance n° 102 du 11 juillet 1962 abrogeant l'ordonnance n° 62 du 2 août 1961 qui l'avait nommé Premier Ministre à Lovanium. L'équipe qu'il a présentée est une nouvelle équipe qui n'a aucun caractère de remaniement.

Notre groupe a immédiatement saisi le Secrétaire Général des Nations-Unies par la voie de son Représentant au Congo, Mr. GARDINER, l'adjurant de prendre acte de ce changement et de suspendre sa collaboration au Gouvernement illégal, conformément au principe arrêté par l'ONU de ne collaborer qu'avec un Gouvernement central constitutionnellement légal au Congo.

Le M.N.C.L. fait appel à l'Organisation des Nations-Unies de prendre acte de cette situation et de subordonner sa collaboration à un gouvernement central légalement investi par le Parlement.

3/- OPPRESSION DES NATIONALISTES

L'ONU est venue au Congo sur l'invitation de notre regretté Chef, feu le Premier Ministre LUMUMBA Patrice. La détention illégale du Premier Ministre Lumumba et son assassinat s'opèrent sous les yeux de l'ONU, sans oublier les massacres de Bakwanga.

L'oppression continue et les rumeurs qui nous parviennent de la part de l'équipe illégale d'Adoula font état de l'organisation d'un complot de procéder à l'extermination des nationalistes. Après la détention prolongée et injustifiée de M. GIZENGA, Mr. GBENYE, Président du M.N.C. L. vient d'être arrêté après un périple aux Etats-Unis. Par contre, une liste de 80 personnes parmi les dirigeants nationalistes existe à la Sûreté et on viserait leur écartement par tous les moyens.

Le Peuple Congolais et toutes les nations éprises de paix et de liberté ne pardonneront jamais à l'Organisation des Nations-Unies et ses dirigeants de l'époque d'avoir assisté les criminels, d'avoir assisté passivement à la liquidation de leurs concitoyens par une équipe d'hommes sans scrupule ni conscience.

Nous faisons un dernier appel à l'O.N.U. pour que cesse cet état des choses afin que la vie reprenne normalement dans l'ensemble du pays. La présence de l'ONU au Congo ne doit pas constituer une occasion pour continuer à endeuiller le pays, à priver le pays de tous les éléments populaires et décidés à travailler pour le bien de leur patrie.

La conférence des Présidents des Assemblées et des Gouvernements Provinciaux vient de condamner ces arrestations illégales et a recommandé la mise en liberté des chefs nationalistes arrêtés arbitrairement.

Nous espérons que l'ONU de son côté ne fera pas la sourde oreille et que le passage de l'Adjoint du Secrétaire Général de l'ONU contribuera à la libération de MM. GBENYE et GIZENGA ainsi que des parlementaires et autres personnalités politiques arrêtés arbitrairement par l'équipe illégale de M. Adoula.

4/- PLAN DE L'ONU POUR LA REUNIFICATION DU CONGO

Si notre parti a accueilli ce plan avec beaucoup de réserve, c'est que ce plan semble lier et la solution du problème du Katanga et la collaboration de l'ONU à l'approbation d'une constitution fédérale élaborée par ses experts.

Le M.N.C.L. ne croit pas que l'approbation d'une quelconque constitution qui n'est celle qui consacrerait l'indépendance du Katanga pourrait satisfaire Mr. TSHOMBE ni arrêter les ambitions de ce dernier de conquérir les autres régions du Congo, notamment le Nord-Katanga.

Ainsi le M.N.C.L. craint que la réforme constitutionnelle ne présente plus de chance pour les mouvements sécessionnistes et qu'elle ne retire à la République du Congo de la main gauche ce qu'elle donne de la main droite.

L'oeuvre de sécession entreprise au Katanga ne repose pas sur la volonté des Africains de cette région du pays, à vrai dire, mais sur les trusts étrangers qui veulent transformer le Katanga en colonie de peuplement. C'est auprès des puissances ayant des intérêts au Katanga que l'ONU pourrait avec réalisme mener une action de persuasion. La solution pacifique du problème du Katanga ne peut être recherchée au Congo mais à l'extérieur.

Ainsi le M.N.C.L. a demandé d'intervertir l'ordre de l'exécution du plan de M. THANT de la manière suivante :

- créer un climat propice à la réconciliation nationale. Ce climat ne peut être vécu que par la libération de tous les détenus politique ;
- la présence d'un gouvernement central légal sur la base du principe d'union nationale dirigé par des hommes politiques conciliants, pacificateurs et susceptibles d'exercer une certaine influence sur les dirigeants du Katanga ainsi que sur certaines puissances ayant des intérêts au Katanga et notamment la Belgique ;
- le respect de la Loi Fondamentale par les Autorités tant du Gouvernement Central que provinciales y compris le Katanga ;
- puis viendra ensuite l'élaboration d'une constitution avec la participation de tous les dirigeants congolais.

LEOPOLDVILLE, le 23 Octobre 1962

POUR LE COMITE NATIONAL,

BUREAU POLITIQUE

Un Membre.
E. J. KIHUYU

DEPUTE.

LE PRESIDENT NATIONAL, empêché
LE SECRETAIRE NATIONAL
Antoine KIWEWA

SENATEUR.

Albertville, le 23 octobre 1962

C.C. P.A.
29/11

NP 86/CAB/62

TRANSMIS Copie pour Information à :

- Monsieur le Représentant de l'ONU
à ELISABETHVILLE.
 - Monsieur le Représentant de l'ONU
à ALBERTVILLE.
 - Son Excellence Monsieur le Premier Ministre
à LEOPOLDVILLE.
 - Son Excellence Monsieur le Ministre de
l'Intérieur à LEOPOLDVILLE.
 - Son Excellence Monsieur le Ministre des
Affaires Sociales à LEOPOLDVILLE.
 - Son Excellence Monsieur le Commissaire
Général Extraordinaire pour le Katanga
de et à ALBERTVILLE.
 - Son Excellence Monsieur le Président
du Gouvernement du Nord-Katanga
à ALBERTVILLE.
-

✓ A Monsieur GARDINER, Représentant de l'ONU
au CONGO de et à LEOPOLDVILLE.-

Monsieur,

C'est avec honneur que je m'adresse à votre compétence une fois de plus, spécialement pour nos frères du Nord-Katanga qui subissent jusqu'à lors des difficultés et des misères inhumaines dans la capitale du Sud-Katanga.

Aujourd'hui, j'ai eu un entretien avec un de ces réfugiés, évacué d'Elisabethville dans ces jours, dans sa déclaration il communique la situation très malheureuse de nos frères réfugiés au Sud-Katanga dont voici le détail ci-dessous, le nombre de réfugiés dans le camp s'élève à 700 personnes:

- Ils souffrent moralement et physiquement, tout juste comme des bêtes.
- Ils sont encerclés, pas moyen de sortir de leur camp ou de trouver la nourriture.
- Plusieurs, par manque de mouvement et de nourriture sont malades, pieds gonflés et la mort se succède.
- Les Soldats katangais n'autorisent aucune sortie de ces réfugiés de leur camp.
- Ils espèrent la réalisation des promesses de Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Education Nationale prononcées lors de son séjour à la capitale du Sud-Katanga, concernant une bonne organisation d'évacuer ces réfugiés dans un bref délai.

Vu et entendu tout ceci, aussi d'après le télégramme n°028/CAB/V.PM/JS/ du 27/8/1962 du Vice Premier Ministre, je me vois obligé de vous écrire et
.../...

.../...

de vous rappeler de cette question continuelle qui n'a pas encore touché sa fin. Ces malheureux s'appuient sur vous, espèrent en vous et vous demandent de bien vouloir les évacuer vers leur région d'origine à ALBERTVILLE tel que vous avez déjà procédé pour certains parmi eux afin qu'ils puissent vivre à la condition des hommes.

En leur nom, et en tant que Ministre des Affaires Sociales au Nord-Katanga, je m'intéresse à faire cette démarche en but que par votre intervention, l'évacuation par avion ONU de ces réfugiés soit mise à jour.

En espérant que vous me réserveriez une bonne suite par la présente, veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'expression de ma parfaite considération.

LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES,
KITOMBOLWE M. FLORIBERT



File Note Transmitted to SEGEN
by cable on 23 OCT.
See G-1477
- 23/10

Léopoldville, le 23 octobre 1962

Monsieur
A. G A R D I N E R
Chargé de la Mission des
Nations Unies au Congo
Hotel Royal
Léopoldville

C/P 110

Monsieur le Chargé de Mission,

De retour dans la capitale, après une absence de deux mois, j'estime de mon devoir de vous faire part de mes inquiétudes devant la détérioration grave de la situation politique du pays.

En tant que parlementaire et chef de Parti j'élève une protestation formelle contre la vague d'arrestations arbitraires ordonnées par le Gouvernement, à la veille de l'ouverture du Parlement, qui atteint les parlementaires les plus marquants de l'opposition.

Toutes ces arrestations sont basées sur des mesures administratives, prises au mépris de l'immunité parlementaire sans qu'aucun magistrat soit saisi des chefs d'accusation lui permettant de prendre la responsabilité de signer un mandat d'arrêt régulier, appuyé sur un dossier résultant d'une enquête préalable.

Ceci m'incite à vous demander, en votre qualité de garant non seulement de l'unité territoriale de la République, mais également des libertés fondamentales de ses citoyens, d'obtenir la libération immédiate de tous les parlementaires privés de leur liberté par ordre illégal du Gouvernement au pouvoir, à l'exception de ceux qui seront déférés à la justice sous le coup d'accusations graves faisant l'objet d'une instruction légale.

./.

Je cite, en premier lieu, parmi ceux qui ont fait l'objet d'arrestations arbitraires, les noms des parlementaires suivants:

M. Antoine GIZENGA
M. Christophe GBENYE
M. Edmond RUDAHINDWA
M. Marcel BISUKIRO.

Mais la liste n'est pas limitative et mon intervention est faite en faveur de tous ceux qui se trouvent dans la même situation.

En même temps je constate que la RECONCILIATION NATIONALE issue de l'Assemblée de Lovanium, en août 1961, n'est plus qu'un vague souvenir.

En ma qualité de seul chef de l'opposition encore en liberté, fort d'un passé sans tâche qui me met à l'abri de toute accusation, je vous demande d'intervenir de tout le poids moral de l'Organisation que vous représentez dans mon pays, de la même manière qu'en août 1961, à Lovanium, afin d'assurer l'immunité du Parlement et sa possibilité de siéger librement pour délibérer sur la situation grave dans laquelle se trouve le pays.

Selon les principes démocratiques, seul le Parlement, réuni sans contrainte, peut délibérer sur les mesures à prendre pour sortir le Congo de l'impasse où il se trouve et prendre des décisions qui soient valables devant le peuple congolais et devant l'opinion publique internationale.

Conscient du poids de vos immenses responsabilités et de l'attachement que vous avez continuellement montré à mon pays, je suis certain que vous répondrez à mon appel, dans le respect des Droits de l'Homme, dont vous assumez la garde au Congo et de la Loi Fondamentale qui régit les institutions du Congo.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Jean BOLIKANGO
Président du Parti PUNA
Député National
Ancien Vice-Premier Ministre



Dimbelenge le 20/10/62.

cc: P.N.
29/10

Nº 2/62

Objet:
Opération Militaires O.N.U.
au Lac Munkamba .

TRANSMIS Copie pour information à MM:

- le Président Provincial de et à
Lulua bourg
- Radio Kasai-Luluabourg
- le Représentant de l'O.N.U. à
Luluabourg
- ✓ - le Représentant de l'O.N.U. à Léopoldvil
- le Mininterieur du Gouvernement Central
Léopoldville

A Monsieur le Premier Ministre Congolais
à Léopoldville

Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons le regret de vous faire savoir qu'après la restitution de notre chef de Territoire Monsieur Binya nga Brunon qui a eu lieu le 18 courant, l'O.N.U. a ouvert le feu sur la population Luntu en se servant des autos blindés. Dans cette attaque douze Luntu sont morts et quatre blessés graves.

L'O.N.U. n'a pas été attaquée par le peuple Luntu lorsqu'il arrêté son chef de Territoire, mais nous vous demandons pourquoi a-t-elle ouvert le feu sur nous et cause la mort à nos douze personnes et blesser gravement quatre autres?

Jusqu'à ces jours l'O.N.U. continue à faire feu, à piller nos biens et endommager ainsi nos cases.

Notre chef de Territoire étant escorté à Luluabourg Pour être amené à Léo, nous vous demandons avec insistance le retrait immédiat des troupes de l'O.N.U. au Lac Munkamba.

Entre autre, nous vous prions, Monsieur le Premier Ministre, de bien vouloir libérer notre sauveur BINYANGA car nous ne trouvons pas le motif de son arrestation.

Nous contons sur votre pitié.

Pour les chefs coutumiers de/ Luntu de
Dimbelenge: Mulumba-Musangana

Grand chef Luntu.

cto

COMITE D'ACTION D'UNION NATIONALE
DES CABINDAIS
" C. A. U. N. C. "

B. P. 7583 LEO I
COMPTE CHEQUE B. C. 949486
TEL. N° 8241
LEOPOLDVILLE

c/pre 110
Léopoldville, le 18 octobre 1962

N/REF. : Prés/NZHT/PA/302/62

Monsieur,

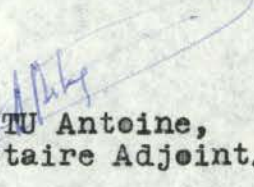
Nous avons l'honneur de vous faire parvenir en annexe :


- un message du peuple cabindais destiné à Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies ;
- notre lettre n° Prés/NZHT/PA/300/62 au Sous-Secrétaire à la tutelle et aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes
- notre lettre n° Prés/NZHT/PA/301/62 au Comité spécial pour les territoires administrés par le Portugal

lesquels nous vous prions de bien vouloir faciliter la transmission.

Nous vous en remercions à l'avance et vous prions d'agréer, Monsieur, les assurances de notre très haute considération.

COMITE D'ACTION D'UNION NATIONALE
DES CABINDAIS
" C. A. U. N. C. "


PITU Antoine,
Secrétaire Adjoint.


N'ZITA Henriques TIAGO,
Président.

< A S.E. Monsieur GARDINER
Chef des Opérations Civiles
de l'Organisation des Nations Unies
au Congo
LEOPOLDVILLE. -
(République du Congo)

COMITE D'ACTION D'UNION NATIONALE
DES CABINDAIS

" C. A. U. N. C. "

B. P. 7583 LEO I
COMPTE CHEQUE B. C. 949486
TEL. N° 8241

LEOPOLDVILLE

Léopoldville le 17 octobre 1962

N/REF. :

MESSAGE DU PEUPLE DE L'ENCLAVE DE CABINDA PROTECTORAT
ADMINISTRE PAR LE PORTUGAL ADRESSE A L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES " O . N . U . " A NEW YORK

A LA BONNE ATTENTION DE S.E. MONSIEUR U THANT
SECRETAIRE GENERAL a.i. DES NATIONS UNIES

Les dirigeants du Comité d'Action d'Union Nationale des Cabindais "C.A.U.N.C." ont l'honneur de vous transmettre ci-après le message du peuple cabindais réfugié dans les frontières des Républiques Congolaises (Léopoldville et Brazzaville)

Par notre pétition du 23 mai 1962 que nous avons remise au Comité spécial pour les Territoires administrés par le Portugal, nous avons déterminé notre position quant au rattachement du territoire de Cabinda à la République du Congo (Léopoldville).

A l'occasion, nous n'avons pas manqué de vous exposer de la manière la plus détaillée les raisons qui nous ont poussés à prendre une telle décision.

Si nous nous sommes bornés à solliciter l'organisation d'un référendum sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies c'est parce que nous voulons et souhaitons que le problème de l'Enclave de Cabinda soit résolu sous un angle plus ou moins humain.

Actuellement, il y a deux partis politiques qui luttent pour la libération de l'Enclave de Cabinda. D'une part, le Mouvement pour la Libération de l'Enclave de Cabinda "M.L.E.C." et d'autre part, le Comité d'Action d'Union Nationale des Cabindais "C.A.U.N.C." Comité constitué par nous-mêmes (chefs coutumiers + populations réfugiés dans les frontières congolaises) et agissant par notre procuration.

Nous nous permettons d'attirer votre meilleure attention sur le fait que les dirigeants du Mouvement pour la Libération de l'Enclave de Cabinda "M.L.E.C." ont adressé un mémorandum au Gouvernement portugais par lequel ils ont sollicité l'indépendance totale et inconditionnelle. N'ayant pas abouti à un résultat positif, ils ont constitué un nouveau document intitulé "PLAN CADRE" lequel document préconisait de continuer à faire vivre le peuple cabindais dans la communauté avec les portugais. Lors du passage à Léopoldville du Comité spécial pour les Territoires administrés par le Portugal, ces dirigeants ont fait une déclaration selon laquelle ils sollicitaient la mise de l'Enclave de Cabinda sous la tutelle de l'Organisation des Nations Unies ou doter de territoire d'un Statut du genre de celui de la Principauté de Monaco.

.../...

(suite de la première page)

le

N/REF. :

Toutefois, nous, peuple cabindais, protestons énergiquement contre le contenu de ce "PLAN CADRE" et rejetons par la suite leur déclaration, laquelle n'a point de sens déterminatif. Le peuple cabindais ne demande qu'en lui accorde son indépendance pour laquelle plusieurs patriotes ont déjà été massacrés.

Nous estimons et croyons qu'un peuple a le plein droit de décider du sort de son avenir et qu'il n'y a pas de raison pour que les leaders politiques prétendant lutter pour la libération de ce peuple puissent chaque fois changer le fusil d'épaule, c'est-à-dire ne travaillant pas avec un programme bien défini.

Le protectorat de Cabinda vit dans l'autonomie depuis 1883, année à laquelle le premier traité d'assistance et d'amitié était conclu librement entre les autorités traditionnelles de l'Enclave de Cabinda et les représentants du Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Portugal. Ce traité peut être considéré comme caduc à partir du moment que le Portugal est devenu une République puisque, aucun document conventionnel n'a été conclu entre les Représentants traditionnels du peuple cabindais et ceux du Gouvernement portugais.

Considérant que durant septante-neuf ans le peuple cabindais n'a bénéficié d'aucune assistance tel qu'il a été prévu par le traité et qu'au contraire il fut victime des travaux forcés et sujet à un régime inhumain, nous ne voyons pas pourquoi nous devons continuer à vivre dans la communauté avec une telle nation. Ceci ne voudrait pas dire qu'après la libération de l'Enclave de Cabinda du joug colonial portugais, tous les Commerçants portugais et autres doivent quitter le sol. Au contraire, ils pourront bénéficier de l'estime de tout le peuple pour autant qu'ils respectent la souveraineté de la Nation.

Etant donné que l'Organisation des Nations Unies est une organisation internationale pour la paix mondiale, il lui appartient de résoudre le problème de l'Enclave de Cabinda dans les délais les plus courts en considérant les revendications suivantes comme légitimes du peuple cabindais :

.../...

COMITE D'ACTION D'UNION NATIONALE
DES CABINDAIS

" C. A. U. N. C. "

B. P. 7583 LEO I
COMPTE CHEQUE B. C. 949486
TEL. N° 8241

LEOPOLDVILLE

- 3 -

(suite de la page 2)

N/REF. :

- 1°) retrait immédiat des forces armées portugaises et liquidation des bases militaires existant actuellement dans le Cabinda;
- 2°) organisation d'ici fin 1962 d'un référendum dans le territoire de Cabinda sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour permettre aux réfugiés de regagner leurs villages;
- 3°) libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques cabindais

Considérant l'exiguïté du territoire de Cabinda et pour parer à toutes tentatives des grandes puissances, nous prions aux Honorables Membres de l'Organisation des Nations Unies d'aider le peuple cabindais à réaliser son vœu de réintégrer dans la République du Congo (Léopoldville).

Le peuple cabindais estime que le moment est venu de poser la question de l'abolition totale et définitive d'administration coloniale sous toutes ses formes et ses diversités, pour en finir avec cette absurdité, cette honte, cette barbarie.

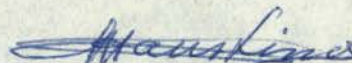
Nous espérons que l'opinion de l'Organisation des Nations Unies soutiendra les revendications du peuple de l'Enclave de Cabinda et ne manquera pas de prendre ses responsabilités en ce qui concerne la décolonisation complète de ce territoire.

Le peuple cabindais vous remercie plus spécialement de la meilleure attention et de la bienveillance avec lesquelles vous daigneriez résoudre cette épineuse question et vous prie de croire, Excellences, aux hommages de sa plus haute considération.


POUR LE COMITE D'ACTION D'UNION NATIONALE
DES CABINDAIS

" C. A. U. N. C. "


SEBASTIAO DE ASCENSAO PHILIPPE



ANTONIO ANDRE

BUEMBO JEAN


FRANCISCO FASSOLA


EDOUARD DIMANTE


PITU ANTOINE


N'ZITA HENRIQUES TIAGO

BENA-TSHIBANDA

Sud KASAI

BAKWANGA 16-10-1962

Représentant de l'Oruc Leopoldville
Radio Provincial Lubumbashi
Radio Télévision Française Leopoldville

Monsieur le Représentant

Demandons Formellement Fausses déclarations
continuelles Radio Leopoldville selon lesquelles colone
reigne BAKWANGA stop déplorons avec indignation situa-
-tion tragique peuples MULUBA actuellement divisé deux
parties stop seuls gendarmes Bena-Tshibanda désar-
més et Bena-MUKUNA armés stop tous les Fonctionna-
-ires anciens services Public complices officiers
sous-officiers gradés et Travailleurs qualifiés de
BENA-TSHIBANDA originaires des arrondissements MIAMI
KAMWANGA Luli et TSHITIBA travaillant dans la ville
de BAKWANGA arrondissement Tchilenge Kataanda et
Gandajika sont massacrés environ 90 % stop sans
compter des milliers et milliers arrêtés arbitrairement
et emprisonnés stop dans tous les communes de BENA-
TSHIBANDA le couvre feu est instauré pour piller les
biens stop violer femmes-filles stop demandons
avec insistance gouvernement actuel impose le manda-
-t division en deux provinces distinctes BENA-TSHIBA-
NDA et BENA-MUKUNA demandons commentaires stop
commission d'enquête composée du monde libre et
Tribunal International Haute considération Full stop

signé

BENA-TSHIBANDA

KABempela-Munye

BUREAU POLITIQUE DE COORDINATION
DES PARTIS POLITIQUES NATIONALISTES

Boîte postale n° 3.109

LEOPOLDVILLE/Kalina.

✓
File NOTE
2 Copies Sent
to NY on 23 Oct
1962

- 27
2

Léopoldville, le 11 octobre 1962.

Monsieur le Secrétaire Général
de l'Organisation des Nations Unies,

New-York.

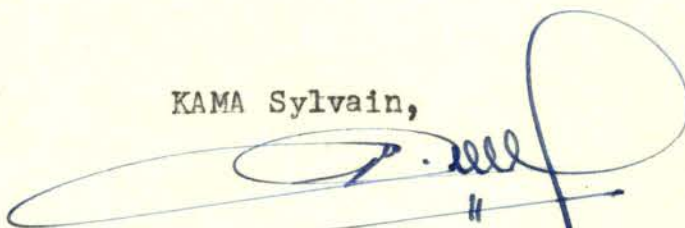
Monsieur le Secrétaire Général,

Nous avons l'honneur de vous remettre, en
annexe, notre prise de position à l'égard du "PLAN U THANT".


Nous vous en souhaitons bonne réception et
vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assu-
rance de notre considération très distinguée.

Pour le Bureau Politique de Coordination,

KAMA Sylvain,



MWAMBA Remy,



POSITION DES PARTIS NATIONALISTES (MNCL, PSA, CERECA, CARTEL
KATANGAIS, PUNA, etc..) A L'EGARD DU PLAN U THANT.

Par la presse tant locale qu'internationale nous avons appris avec la plus grande surprise l'existence et le contenu d'un plan dénommé "PLAN U THANT" que le Secrétaire Général des Nations Unies préconise pour résoudre la crise congolaise.

Nous avons été particulièrement frappés par la solution, à nos yeux inacceptable, que contient le plan et surtout par la création, dans le cadre du dit plan, d'une commission ONU qui serait déjà en train de préparer une constitution de type fédérale pour notre pays.

Qu'on nous permette de rappeler que la crise actuelle est due en majeure partie à l'action de certains intérêts étrangers agissant par le biais de certains de nos compatriotes insoucieux de l'avenir du pays.

Qu'on nous permette de rappeler aussi tous les crimes et massacres que ces intérêts étrangers et certains compatriotes non avertis ont commis à l'encontre de notre population, tous les sacrifices que des milliers de nos compatriotes ont dû endurer espérant qu'un jour proche justice sera faite et que tout se normalisera.

Qu'on nous permette de rappeler également les promesses mille fois réitérées d'une part par l'ONU assurant notre peuple de sa détermination d'accomplir loyalement sa mission notamment la réduction de la sécession sud-katangaïse par tous les moyens y compris la force si nécessaire et d'autre part les engagements solennels et promesses du gouvernement d'union nationale constitué à Lovanium que présidait Monsieur Cyrille ADOULA; celui-ci affirmait lors de son investiture avoir comme première préoccupation la réduction immédiate et inconditionnelle de la sécession sud-katangaïse et préconisait une politique ferme vis-à-vis du Katanga et loyale vis-à-vis des intérêts du Congo.

Qu'on nous permette enfin de rappeler le caractère empoisonneur de la sécession sud-katangaïse sur la vie même de notre République. C'est elle en effet qui a déterminé et renforcé la montée catastrophique du tribalisme et la tendance à la constitution des provinces tribales comme première étape de la balkanisation pure et simple du Congo et sa disparition totale, ceci au profit d'une poignée d'individus au service des intérêts étrangers.

Il nous est dès lors pénible de constater que l'ONU en proposant le plan U Thant et le gouvernement Adoula en l'acceptant trahissent tous deux à la fois les intérêts à longue portée de notre peuple et pire capitulent sous une forme à peine voilée devant les sécessionnistes.

Ils trahissent les intérêts de notre peuple en consacrant la création des provinces ethniques qui bientôt comme le font déjà les autres se mueront en principautés indépendantes, ce qui est la base d'une véritable balkanisa-

tion et de la disparition totale du Congo comme entité unie et indivisible.

Le fédéralisme dans la situation actuelle du Congo est synonyme du tribalisme, de regionalisme, de luttes tribales entre provinces voisines, de migration forcée des populations, d'une regression encore beaucoup plus accentuée du sentiment national et enfin le fédéralisme dans le Congo d'aujourd'hui est la consécration officielle d'une politique donnant la primauté aux intérêts individuels au détriment des intérêts strictement nationaux.

L'ONU par l'intermédiaire de son Secrétaire Général et le gouvernement actuel du Congo capitulent, disons-nous, devant les sécessionnistes en ce sens que ceux-ci n'ont jamais rien souhaité d'autre que l'obtention du privilège de se conduire au mépris de la Loi Fondamentale. Dans le fédéralisme, les sécessionnistes et leurs tenants auront officiellement le droit de se moquer plus insolemment encore de notre peuple; ils auront aussi le droit de poursuivre avec l'aide d'étrangers, mercenaires ou autres, des massacres des populations pour peu que celles-ci veuillent utiliser leur droit à avoir un gouvernement provincial plus congolais qu'étranger.

Cette capitulation est d'ailleurs l'aboutissement d'une politique menée par certains fonctionnaires de l'ONUC peu soucieux de sauvegarder les intérêts à longue portée de notre peuple.

Cette capitulation consacre pour le gouvernement Adoula son extrême faiblesse et le manque de détermination qui le caractérise car il ne peut s'attendre qu'à un amoindrissement encore plus accentué de l'autorité centrale sur les provinces ethniques.

Accepter le fédéralisme ethnique c'est tuer l'esprit national au profit du clanisme, c'est tuer l'autorité centrale seule garante de l'unité nationale et enfin c'est ouvrir la porte à une action plus prononcée encore des néo-colonialistes, de ceux-là qui ont suscité les sécessions et qui n'ont pas hésité à nous précipiter dans le marasme dont ils sont les principaux bénéficiaires.

C'est pourquoi nous rejettons la constitution de type fédéral actuelle élaborée par des étrangers et que l'ONU veut nous imposer. En effet, l'avenir d'une nation ne peut se déterminer de l'extérieur; aucune constitution ne peut être valable si elle n'est pas le fruit des aspirations légitimes du peuple, aspirations qui s'expriment par ses nationaux dont nous sommes les représentants valables. Aussi, considérons-nous, comme un camouflé à notre

sentiment national le fait que l'ONU, appelée par nous pour venir nous aider, ait jugé bon de se substituer à nous au point de prétendre régler notre avenir sans nous.

Nous, nationalistes congolais, au nom de notre peuple, au nom des intérêts éternels unis et indivisibles du Congo, au nom de la sécurité et de la stabilité de toute l'Afrique dont nous cherchons l'unité politique et économique, condamnons :

- la politique de faiblesse et de capitulation qui consacre la victoire inéluctable des sécessionnistes;
- le fédéralisme ethnique, poison de la vie nationale;
- la constitution des principautés ethniques indépendantes par le biais du fédéralisme ethnique;
- la politique d'aliénation de la souveraineté nationale au profit de quelques puissances étrangères;
- les immixtions étrangères intolérables, cause de la crise actuelle;
- la subordination des intérêts nationaux à des impératifs étrangers;
- l'ingérence de l'ONU lorsqu'elle s'adjudge le droit de régler sans nous l'avenir de notre pays et de passer ainsi au dessus de toutes les institutions nationales légalement établies.

Et enfin nous stigmatisons :

- les injustices et les brimades dont nos frères sont l'objet lorsqu'ils résident dans une région ethniquement étrangère;
- les migrations forcées de nos frères abandonnant leurs biens peinement acquis à cause de la montée du tribalisme;
- l'insécurité due aux guerres tribales qui empêchent nos frères de l'intérieur de cultiver leurs champs;
- les famines et les épidémies dont souffre notre peuple suite au cloisonnement tribal;
- l'insécurité d'emploi des fonctionnaires, victimes du fédéralisme ethnique;
- le retard social et scolaire de notre jeunesse privée d'écoles dans leur région et qui ne peut se former ailleurs à cause du tribalisme et du régionalisme;
- les ambitions immodérées et injustifiables de ceux qui croient le moment venu de se tailler une "chefferie" dans leur région d'origine au mépris des intérêts supérieurs de la nation;
- l'inconscience et la légèreté qui ont prédominé à l'adoption du plan fédé-

raliste qui encouragent ce qui précède;

- l'immense injure à notre sentiment national que constitue tout règlement du problème congolais par des étrangers n'ayant d'autres buts que la balkanisation totale du Congo et les misères continues de ses populations.

Devant les catastrophes que certains préparent pour notre pays, nous, nationalistes congolais, proclamons :

- notre attachement indéfectible à l'unité et à la grandeur du Congo. Nous croyons fermement que seul un Congo uni avec des provinces de nécessité administrative est viable;
 - nous affirmons le droit de notre peuple à l'auto-détermination, c.a.d. à se donner par lui-même les structures et les constitutions qu'il juge compatibles avec ses intérêts présents et futurs;
 - nous affirmons aussi le droit de notre peuple à la liberté de résidence sur toute l'étendue du pays sans qu'interviennent des considérations ethniques et régionales encouragées par une poignée d'individus assoiffés de pouvoirs;
 - le droit de tout congolais à servir son pays, notamment par le biais d'une administration indépendante et dépolitisée tant centrale que provinciale, où qu'il se trouve et quelle que soit sa région d'origine et son appartenance ethnique.
 - le droit du peuple à s'opposer énergiquement à toute immixtion étrangère incompatible ou nuisible aux intérêts du pays;
- et enfin:
- le droit du peuple à être consulté chaque fois que son sort est en jeu, chaque fois qu'il est question de prendre des engagements en son nom pour l'avenir.

Cette déclaration historique que nous faisons pour la sauvegarde des intérêts fondamentaux de la République doit pour tout nationaliste congolais constituer le point de ralliement, le chaînon qui nous unit dans notre lutte pour le salut et le bonheur de notre peuple.

Aussi faisons-nous instamment appel à toutes les forces vives du pays, à tous les corps constitués, à tous les hommes, à toutes les femmes, à tous les enfants congolais fermement attachés au bonheur et à la grandeur de ce pays. Nous faisons appel aux ouvriers, syndicalistes, commerçants, indépendants de la classe moyenne, à vous que le fédéralisme ethnique a frappé et menace encore. Nous faisons enfin appel à vous notre jeunesse, vous nos uni-

versitaires, vous nos instituteurs: le danger que court notre pays, la regression qu'il subit et tels que seuls une union sacrée de tous les congolais et un sursaut nationaliste vigoureux peuvent sauver notre pays.

Nous lançons le même appel à tous les frères africains qui luttent pour l'indépendance et l'unité de l'Afrique et à tous les pays du monde épris de paix et de liberté afin que le Congo renaisse, qu'il vive, qu'il prospère pour le plus grand bien de tous ses habitants et de l'Afrique.

VIVE LE CONGO UNI ET INDIVISIBLE

VIVE L'AFRIQUE

VIVE LE NATIONALISME.

Pour le Bureau Politique de Coordination :

KIWEWA Antoine

KAMA Sylvain

MWAMBA Remy

BOLIKANGO Jean

MONGALI Michel

P.O.

J. MOLEBE

Adresse provisoire du Bureau
Politique de Coordination
B.P. 3109
LEO-KALINA.

Léopoldville, le 11 Octobre 1962.

Monsieur Robert GARDINER,
Représentant du Secrétaire Général
des Nations-Unies au Congo.

COPIE pour information à M. THANT,
Secrétaire Général des Nations-Unies
à NEW-YORK.

Monsieur le Représentant du Secrétaire
Général,

Suite à notre entretien d'hier, j'ai l'honneur
de vous relater par écrit ce que fut l'objet de ma visite.
Dès sa descente de l'avion, mon mari a été appréhendé. De source
officiuse et généralement bien informée, il me revient qu'il
serait accusé d'avoir été complice dans un projet de sécession
de la Province Orientale, Kivu et Katanga.

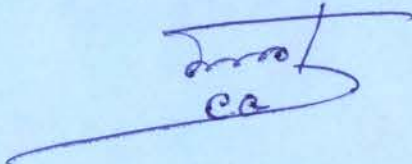
Une perquisition a été opérée, sans aucun mot
du Président de la Chambre, dans toutes les maisons de prétendus
complices. Tous les autres sont en résidence surveillée, sauf
mon mari qui est mis en prison malgré son immunité parlementaire.

Je vous demanderais d'user de votre influence
auprès des autorités tant civiles que militaires pour qu'une
mesure légale et équitable soit prise à son égard.

D'autre part, je vous prierai de veiller à
ce que son arrestation ne soit pas tout simplement dû au fait
qu'il est membre influent de l'opposition.

Veuillez agréer, Monsieur Robert Gardiner,
Représentant du Secrétaire Général des Nations-Unies au Congo,
avec mes remerciements anticipés l'hommage de mon profond
respect.-

Madame GBENYE Caroline.



To NY G-1406
12/10
File NOTE:
Copy Sent
to NY on
23 Oct 1962
-Lm

JEUNESSE DU MOUVEMENT
NATIONAL CONGOLAISJ.M.N.C./L.
Secrétariat NationalJEUNESSE DU MOUVEMENT
NATIONAL CONGOLAISJ.M.N.C./L.
Secrétariat National

JEUNESSE DU

Mouvement National Congolais / Lumumba
J. M. N. C. / L.

Téléphone 8690

COMITE NATIONAL
100 Avenue ITAGA - LEOPOLDVILLE

Boîte Postale 8201

V/REF. :

N/REF. : 00L66/62

nexe :

Objet : Arrestation GBENYE
Président M.NC/L.

Léopoldville, le 10 octobre 1962

A Monsieur R. GARDINER
Représentant Spécial du
Secrétaire Général de l'ONU au Congo
à LEOPOLDVILLE

Monsieur le Représentant Spécial,

La Jeunesse du Mouvement National Congolais/Lumumba Comité National présente ses compliments au Représentant Spécial de l'ONU à Léopoldville et se référant à l'arrestation arbitraire ~~de~~ des Messieurs les députés GBENYE Christophe, BISUKIRO et RUDAHINDWA et celle de Monsieur SOCKONY opérée ce matin à l'aéroport de Djili dès leur descente d'avion, a l'honneur d'insister auprès de vous que Monsieur GBENYE et ses compagnons qui viennent d'être arrêtés sont membres de l'une ou l'autre chambre du Parlement. Suivant les renseignements en notre possession, des personnes dans cette situation ne peuvent être poursuivies ou arrêtées en matière répressive sans qu'on se soit au préalable conformé aux procédures parlementaires prévues à l'article 66 de la Loi Fondamentale relative aux structures du Congo.-

En ce qui concerne l'exception prévue dans cet article pour l'arrestation dans le cas de flagrant délit, il faut que le groupe "ADOULA WASHINGTON" garde présent à l'esprit l'interprétation que donnent cette formule les principes généraux du droit. Etant donné que le principe de l'immunité parlementaire est connu du monde entier comme moyen de protéger, non les intérêts privés des individus, mais bien plutôt la structure même de la démocratie parlementaire, l'opinion mondiale doit prêter à cette question une grande attention.-

Vous savez certes qu'il n'y a pas de démocratie sans parti. Dès lors nous nous posons la question de savoir comment l'Organisation Mondiale des Nations Unies continuent à aider un gouvernement qui ne s'appuie sur rien. Etes-vous ignorant que ce gouvernement doit sa naissance à la réconciliation nationale pronée lors du conclave de Lovanium ? Cette prétendue réconciliation étant longtemps bafouée par Monsieur ADOULA de Washington, confirmée par la formation du présent gouvernement suivant des procédés anti-démocratiques et inadéquats pour un pays qui se veut tel et ce, en présence de l'ONU, nous nous demandons si réellement votre mission au Congo est de faire respecter la légalité et si elle est conforme au mandat vous conféré par le Conseil de Sécurité ?

...../.....

Au lieu de protéger la nation congolaise, nous voyons que l'ONUC n'a comme mission que de ~~protéger~~ porter son concours aux marionnettes du Congo dont l'autorité ne repose que sur des baillonnnettes. Peut-on expliquer les raisons qui militent à la projection d'un criminel de droit commun n° 1 du Congo qu'est Monsieur Moïse TSHOMBE par l'ONUC ? Oui c'est parce-que TSHOMBE étant le valet de l'occident, l'ONUC a, reçu comme mission de veiller à la protection de TSHOMBE assassin de notre Héros National Patrice-Emery LUMUMBA et compagnies.-

Vous direz que cette accusation portée contre l'Organisation Mondiale est dénuée de tout fondement. Nous vous disons franchement; prouvez-nous le contraire. LUMUMBA et deux compagnons furent tués par l'ordre du groupe de Washington en présence des forces internationales, GIZENGA Antoine dont personne n'a aucune certitude de sa survie a été arrêté en votre présence sans que vous eussiez utilisé les moyens en votre disposition pour vous opposer à cette arrestation arbitraire. Aujourd'hui c'est le tour des députés GBENYE et autres compagnons, défenseurs acharnés de l'unité du Congo, pourtant GBENYE rentré d'un périple à travers l'Amerique à l'invitation des Etats-Unis, sans que l'ONUC n'ait pu intervenir en quoi que ce soit. Que dire encore ?? Etes-vous au courant de nombreux crimes de génocides qui viennent de se commettre vers Bakwanga et du sort réservé à Monsieur KALONJI et sa famille ? Nous savons que durant le combat de trois jours qu'opposaient l'ANC et la gendarmerie du Sud-Kasaï, il y a eu 300 morts parmi lesquels se trouvent certes Monsieur KALONJI et sa famille.-

Ceci étant, nous réveillons votre vigilance qui est souvent trompée par le groupe des assassins de Léopoldville Washington dont la base politique est la corruption et les mensonges pour continuer ainsi à tromper l'opinion tant nationale que mondiale sur les faits réels qui se passent au Congo.-

Puisque votre mission semble-t-il est d'assister pacifiquement devant de nombreux crimes et actes illégaux qui se commettent rien qu'à l'égard des membres de notre parti-progressiste, nous nous permettons de vous rappeler la notion de légalité, telle qu'elle est généralement reconnue dans l'ordre juridique. Cette notion telle que dégagée dans les principes généraux du droit et dans la Loi Fondamentale sur les libertés publiques, prend à cet égard une importance toute particulière? Nous nous référons ici aux questions de la nécessité et de la légalité du mandant d'arrêt, de l'exigence en vertu de laquelle toute personne arrêtée doit-être informée au plus tard dans les 24 heures de la raison de son arrestation et des chefs d'accusation portés contre elle, du principe selon lequel nul ne peut-être poursuivi que dans les cas prévus par la législation et dans les formes prescrites au moment où l'infraction a été commise, du droit de l'inculpé d'avoir l'assistance d'un défenseur de son choix.-

D'une manière générale, au fait qu'il a droit en pleine égalité à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial qui déciderait du bienfondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre lui (D'ailleurs dans tous les pays indépendants et démocratiques la justice est indépendante).-

Nous insistons que copie des présentes soit transmise par vos soins au Secrétaire Général Monsieur U THANT et à l'Assemblée Générale et soit aussi portée à la connaissance de tous les délégués présents à l'Assemblée Générale.-

.....//.....

On parle d'un complot imaginaire ou préfabriqué en la rencontre de Messieurs GBENYE, ses compagnons et TSHOMBE relatif aux tentatives de balkanisation du pays. Ce qui n'est pas du tout vrai, car on reprocherait à Monsieur GBENYE le fait de maintenir sa position qu'est l'illégalité du soi-disant gouvernement ADOULA-NEW-YORK.-Voilà où est la vérité. A TSHOMBE, l'exécuteur de l'assassinat de notre feu Premier Ministre Patrice-Emercy LUMUMBA, tous les honneurs dûs à tous les chefs d'Etat lui sont réservés tant par Monsieur ADOULA que par vous-mêmes. Alors qu'il est cessionniste n° 1 du Congo dont numéros 2 est KALONJI et numéro 3 Monsieur MOANDA de l'ABAKO, avec qui ADOULA et Washington traitent d'égal à égal. A Monsieur A. PINZI qui a détourné des milliards de francs congolais alors Ministre des Finances de l'époque, il n'y a aucune forme de procès et on lui reconnaît l'immunité parlementaire. Quid de ce Congo ?

Il y a tout lieu de croire qu'il s'agit d'un acte délibéré du groupe d'assassins de Léopoldville avec la bénédiction de l'Ambassade de Washington qui se conduit en un pays conquis au Congo, pour supprimer GIZENGA-GBENYE et autres dirigeants nationalistes congolais comme ils l'ont fait impunément à l'égard de notre feu Président National et premier Premier Ministre de la République du Congo, Patrice LUMUMBA, OKITO, MPOLO, et récemment KALONJI et bientôt Messieurs GIZENGA-GBENYE et leur compagnons de lutte.-

En conclusion, nous vous exhortons d'obtenir la libération dans les 48 heures qui suivent de tous les nationalistes qui viennent d'être arrêtés arbitrairement, y compris le grand ~~compatriote~~ Antoine GIZENGA, si le Président National de notre parti n'est pas libéré dans un meilleur délai, nous sommes prêts à prendre nos responsabilités et nous laisser ainsi massacrer par les criminels de droit commun de Léopoldville, habitués à ce genre de jeux très dangereux.-

POUR LE COMITE NATIONAL DE LA JEUNESSE M.N.C

J.-B. FWAMBA
Directeur du Bureau Politique

B.-L. LUKUNKU
Président National

P. DZOKE
Secrétaire à l'Information

Léopoldville, le 8 octobre 1962.

Cause :

Affaire MM. LINNER et
ADOULA contre M. GIZENGA.

- Transmis copie pour information à :

S.E. Monsieur le Président de la Chambre
des Représentants - Palais de la Nation;S.E. Monsieur le Président du Sénat au
Palais de la Nation Congolaise;

S.E. Monsieur le Chef de l'Etat Congolais;

S.E. Monsieur le Premier Ministre du Congo;

S.E. Monsieur le Ministre de la Justice;

S.E. Monsieur le Ministre des Affaires
Etrangères du Gouvernement Congolais;

S.E. Monsieur le Ministre de l'Intérieur;

S.E. Monsieur le Secrétaire Général des
Nations Unies à NEW-YORK (U.S.A.)LL.EE. Messieurs les Représentants du
Groupe Afro-Asiatique à l'Assemblée Générale
des Nations Unies à NEW-YORK (USA)S.E. Monsieur le Représentant de l'O.N.U.
au Congo - Building "LE ROYAL"S.E. Monsieur le Chef des Opérations de
l'O.N.U. au Congo - Building "LE ROYAL"LL.EE. Messieurs les Ambassadeurs et
Consuls accrédités au Congo;LL.EE. Messieurs les Membres du Gouverne-
ment Central Congolais (TOUS);

LL.EE. Messieurs les Parlementaires (TOUS)

LL.EE. Messieurs les Membres des Gouverne-
ments Provinciaux (TOUS)

AGENCES DE PRESSE (Toutes)

A Son Excellence Monsieur le Premier
Président de la Cour Internationale
de Justice - Palais des Nations à
G E N E V E. (Suisse)

Excellentissime,

Je soussignée, Madame GIZENGA, née Justine BISELENGE, résidant
rue de KARONGE n° 1292, Quartier LEMBA 8 à LEOPOLDVILLE, République du Congo,
ai l'honneur de porter plainte auprès de votre haute Institution Judiciaire
contre M. LINNER, ancien Représentant des Nations Unies au Congo-Léopoldville
et M. le Chef du Gouvernement Congolais, ADOULA Cyrille, pour ce qui suit :

Le 13 septembre 1961, le Chef du Gouvernement Congolais précité a demandé à
mon mari, M. GIZENGA Antoine, alors Vice-Premier Ministre, de l'accompagner
à la réception organisée par M. LINNER en l'honneur de feu le Secrétaire
Général de l'O.N.U. M. DAG HAMMARKJOELD, lorsque celui-ci est venu de New-
York pour se rendre au Katanga en vue de négocier avec M. TSHOMBE pour le
règlement pacifique du problème de la sécession de cette Province.

Le Vice-Premier Ministre a refusé par plusieurs reprises de répondre à l'in-
vitation vu que lui-même le Premier Ministre n'était pas absent pour être
remplacé par son Vice. Monsieur ADOULA insista tellement que mon mari n'eut
plus le courage de continuer à refuser. Il accepta enfin et ils y allèrent
tous deux selon le désir de son Chef du Gouvernement.

./..

Aux lieux de la manifestation, on leur offrit à boire et quelque temps après, lorsque mon mari eut avalé son whisky, il le sentit fort amer et un mal de ventre subit l'accabla. Sa lèvre supérieure et sa langue s'imprégnèrent de trace de brûlure. Il en fit immédiatement connaissance à M. ADOULA qui lui promit de faire venir son médecin personnel pour le traiter.

Ce dernier en effet se présenta et offrit deux comprimés à mon mari qui devenu alors méfiant à la suite de ce qu'il venait de subir trouva prudent de ne pas prendre le remède. Au lieu de les boire, il les conserva.

Ensuite, il alla trouver le Premier Ministre, M. ADOULA, pour lui demander l'autorisation de se rendre à Stanleyville afin de se faire traiter par son propre médecin qui était sensé mieux connaître son état de santé et pouvait par conséquent trouver facilement le remède efficace à lui donner. M. ADOULA s'y opposa catégoriquement. Mon mari insista tant que le Premier Ministre dut soumettre la demande à l'approbation et à la décision du Conseil des Ministres qui heureusement lui permit de quitter Léopoldville pour Stanleyville où il recevrait les traitements de son propre médecin.

Pendant que mon mari était en cure à Stanleyville, M. Adoula lui indiqua l'ordre de regagner sans tarder son poste de membre du Gouvernement à Léopoldville. Quand, apprenant la nouvelle, mon mari sollicita un avion ONUC qui lui permettrait de se rendre immédiatement à Léopoldville, M. LINNER faisait alors livrer mon mari la nuit suivante de son arrivée de Stanleyville au Gouvernement Congolais, comme s'il voulait dire : "Voici que je vous remets votre proie". Et je le crois ainsi puisque M. Adoula le fit garder par des militaires. Là encore, il attendait son transfert, la troisième nuit de son arrivée de Stanleyville, au camp des Paracommandos.

Poursuivant l'exécution de son plan monté à l'avance, M. Adoula le dirigea de nouveau la nuit à une destination inconnue. Tout était consommé.

Les rumeurs les plus diverses circulèrent alors au point que la plupart le crurent ou disparu ou expatrié. La situation la plus confuse de l'époque entourait donc l'existence de mon époux. J'allais me désespérer de son sort. Les populations du Kwilu fort engoissées insistèrent pour connaître à tout prix le lieu où l'on avait été mettre leur Président Général.

Ne pouvant plus taire la nouvelle, la Radio annonça alors qu'il avait été interné dans l'île de BULAMBEMBA dans l'Océan Atlantique. C'est donc là dans cette île que mon époux est resté plus de dix mois maintenant sans jugement, sans intervention de la Justice bien que l'immunité parlementaire lui a été levée depuis le 7 mai 1962 pour permettre à la Justice de le juger.

Je sollicite votre haute intervention, Monsieur le Premier Président afin que vous demandiez au Gouvernement Congolais de le faire venir à Léopoldville où il pourra préparer librement sa défense pour son prochain jugement. Dans le cas contraire, vous conviendrez avec moi que M. Adoula est complice dans l'empoisonnement parce qu'il avait tenu à ce que mon mari l'accompagne à tout prix et parce qu'il ne met aucun moyen à la disposition de M. Gizenga qu'il voudrait coûte que coûte voir mourir. Il craint que mon mari ne l'accuse de complicité dans l'empoisonnement si jamais il venait à Léopoldville.

Dans l'attente de votre suite favorable et urgente à ce sujet et l'espoir que la présente requête retiendra votre particulière attention, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Président, l'assurance de ma considération très distinguée et l'expression de ma très profonde gratitude.-

Mme GIZENGA,



AMERICAN UNIVERSITY OF BEIRUT
BEIRUT, REPUBLIC OF LEBANON

SCHOOL OF MEDICINE
DEPARTMENT OF PHARMACOLOGY

14-novembre 1961

CABLE ADDRESS: AMENON, BEIRUT

Rapport toxicologique

à celui que concerne:

J'ai examiné le sang et l'urine de Son Excellence M.A.G. fournis à moi par Dr. Lt. S.A.A. Al-Attas, Al-Husseni, pour Poisons métalliques. J'ai trouvé que le sang et l'urine contenaient des traces d'arsénique, une quantité laquelle pourrait produire une inconvenance, mais pas de résultats fatales.

L'antidote contre l'empoisonnement d'arsénique c'est BAL. Il vient donné par des injections intramusculaires et représente un efficace antidote contre des doses mortelles d'arsénique.

Je conseille aussi que le malade devrait être prudent avec la nourriture et où il mange et boit.

N.B. Second mon opinion le malade a reçu une petite dose d'arsénique pour produire un empoisonnement lent.

Munir A. Kan'an, M.D.
Associate Clinical Professor
of Toxicology and Pharmacology



Ref 19/6

Mouvement National Congolais / Lumumba
M. N. C. / L.

Téléphone 8690

COMITE NATIONAL
100 Avenue ITAGA - LEOPOLDVILLE

Boite Postale 8201

V/REF. :

N/REF. :

inexe :

Objet :

Léopoldville, le 8 Octobre 1962

A Son Excellence Joseph KASAVUBU
Chef de l'Etat
République du Congo
LEOPOLDVILLE

Son Excellence,

Il en coûte beaucoup à notre Parti de vous écrire ce jour.

Le Mouvement National Congolais LUMUMBA malgré la campagne de dénigrement et de persécution dont il a toujours été aussi bien avant qu'après l'indépendance de notre pays, continue à pratiquer paisiblement sa politique de non-violence.

Malgré les mauvaises intentions que lui prêtent les ennemis du peuple congolais, notre parti a toujours répondu présent au service du pays.

Nous ne voulons pas prétendre de notre parti pour tout le bien dont le peuple congolais a joui après l'indépendance grâce aux efforts conjugués et inlassables du M.N.C. Lumumba.-

Vous-même, Excellence, comme d'autres hautes Autorités congolaises, vous devez vos titres à notre parti. Par contre, le M.N.C. Lumumba pourra déclarer tout haut et ce sans crainte de contradiction qu'il n'a bénéficié d'aucun appui de personne pour décrocher une faveur.

Malgré les vexations, malgré l'ingratitude des personnes que nous avons obligées, nous n'avons jamais regretté le service que nous leur avons librement rendu, ceci est d'autant plus vrai que nous avons toujours préféré souffrir n'importe quel mal que de le commettre nous-mêmes.

Cette disposition d'esprit de la part du M.N.C. L. quoique méprisée par effronterie, s'écarte de l'ordinaire et seuls les gens honnêtes le reconnaissent.

.../...

h.

Après la réconciliation de Lovanium, nos ministres M.N.C.L. se sont distingués par leur dévouement au service du peuple. La population l'a vu et la calomnie des fessoyeurs ne flétrira jamais leurs bons services à la cause commune.

Le progrès économique et la détente politique, tant soit peu, enregistrés à l'heure actuelle sur l'étendue de la République sont dus à la franche collaboration et aux efforts désintéressés des élus du M.N.C. Lumumba. Nous rappellerons, à Son Excellence, que malgré le néfaste décret du 29 juin 1961 qui avait été élaboré et signé par le Gouvernement Provisoire de Mr. ILBO, avant la réconciliation de Lovanium, avait enlevé tous les pouvoirs sur le plan économique et financier au Gouvernement Central pour les céder au Conseil Monétaire, chapeauté par l'Organisation des Nations-Unies, et aux Fonctionnaires de l'Administration irresponsables devant le Parlement de la gestion de l'économie et de la finance du pays. D'autres accords intervenus entre l'ONU et Nous-même ont confirmé cet état de choses suite auquel le marasme de notre économie continue perdurant.

Le Département des Affaires Economiques dirigé par un de nos membres a mis tout en oeuvre pour la sauvegarde de nos intérêts et la relance économique du pays depuis Léopoldville. Il faut ne pas avoir de pudeur pour admettre le contraire, car l'essor économique qui se manifeste actuellement ne doit pas être une oeuvre d'un demi trimestre.

Le Mouvement National Congolais LUMUMBA n'a jamais entendu mettre votre loyalisme au pays en épreuve ni vous créer une concurrence inopportune en provoquant de votre part le dépôt d'un vote de confiance au Parlement ou insinuer votre élection au suffrage universel pour raffermir votre autorité au pays bien que cela rentre dans notre droit de le faire.

Partisan de la légalité, notre parti a toujours considéré, Son Excellence comme support et symbole de cette légalité. C'est en vertu de ceci que le M.N.C. Lumumba avec le concours de son cartel ne vous a pas caché l'illégalité qui a frappé l'équipe de Mr. Adoula et dénonce par la présente publiquement les torts monstrueux que cette équipe est en train de faire au pays.

En vue d'affermir votre autorité au pays et plus particulièrement sur le M.N.C. Lumumba qui vous reste encore attaché malgré l'incompréhension, notre parti vous conjure de doter sans plus de délai la République d'un gouvernement légal et valable pour empêcher à l'équipe illégale de continuer ses bavures.

Nous espérons que pour le plus grand bien du peuple qui, nous le soulignons bien, n'aime pas l'équité actuelle il y a lieu de convoquer le plus rapidement possible les Parlementaires et de désigner un nouveau formateur.

L'équipe de M. Adoula veut se venger sur ses adversaires politiques qui ont la popularité, car elle n'en a pas. Plusieurs parlementaires malgré leur immunité sont privés de liberté. La maison de notre président général, Monsieur GHENYE Christophe actuellement aux Etats-Unis a été l'objet d'une perquisition et ce contre la volonté de sa femme.

Un mandat d'arrêt a été préparé et l'attend le jour de sa descente d'avion à Ndjili pour le conduire dans l'île de Bulembamba. Monsieur GHENYE est parlementaire et président National du M.N.C. Lumumba. Nous concevons très mal le maintien au pouvoir d'une équipe illégale qui ne respecte pas la loi et qui se permet tous les abus. L'équipe de Mr. Adoula veut s'accrocher au pouvoir malgré le désaveu du peuple et l'illégalité. Notre parti ne peut jamais admettre une telle tolérance qui n'est autre chose que la provocation.

Des arrestations politiques continuent malgré tout. Notre directeur général du Bureau de la Propagande a été arrêté pour des raisons fallacieuses qui dénotent à fortiori la paralysie de notre action.

UN
Le M.N.C. Lumumba fait/appele solennel à vos devoirs de Chef de la République : il faut absolument sauver le pays de l'illégalité, de la haine, du mensonge, de la corruption, de l'improbité et de l'impudeur.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de nos sentiments de très haute considération.

BUREAU POLITIQUE

Un Membre
J. SHANGO

P.O.
sig

Sénateur.

Un Membre
B. KINOKU

sig

Député.

POUR LE PRESIDENT NATIONAL
LE SECRETAIRE GENERAL, A. KIENWA.

sig

Sénateur.

SECTION SYNDICALE

S. ASSUMANI

sig

Sénateur.

Kat

Léopoldville, le 18 août 1961

A : Monsieur Jason Sendwe, Vice-Premier Ministre, Léopoldville

Réponse au télégramme des Parlementaires Balubakat.

Comprenons vos inquiétudes et vous informons que nous avons pris des mesures efficaces pour assurer la sécurité de votre région STOP La réouverture du CFL s'exécute sur désir du Gouvernement central dans l'intérêt de l'économie et de la sécurité de votre région STOP Vous sommes reconnaissants de votre compréhension et collaboration.

CHAMBRE
DES
REPRÉSENTANTS

De Reynier
Reçu 18.8 matin
de M. Kiani 98.

T é l é g r a m m e

Représentants Spécial O.N.U. LEOPOLDVILLE.

NOUS PARLEMENTAIRES BALUBAKAT SOMMES TOTALLEMENT CONTRE
REOUVERTURE RAIL LIGNE KABALO KABONGO POUR FAVORISER
GOUVERNEMENT CONAKAT STOP EXIGEONS AVANCE RETRAIT TOTAL
ET IMMEDIAT GENDARMERIE TSHOMBISTE REGIONS NORD KATANGA
STOP DESIRONS REOUVERTURE DITE LIGNE POUR INTERET
GOUVERNEMENT CENTRAL LEOPOLDVILLE ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~
STOP RICHESSE NORD KATANGA APPARTIENT AUX CONGOLAIS FULLSTOP.

Shabani - Mukalay - Luongwé - Kikumbi - Gandu

Kalikonni.